

# **PANORAMA**

## **ACTIONS MENÉES PAR LE RÉSEAU COTRAVAUX EN LIEN AVEC LA POLITIQUE DE LA VILLE**

**FÉVRIER 2017**

# SOMMAIRE

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>Partie 1. Méthodologie</b>	<b>4</b>
<b>Partie 2. Les actions du réseau en politique de la ville</b>	<b>5</b>
<b>Partie 3. Les actions permanentes ou ponctuelles dans les quartiers</b>	<b>11</b>
3.1. Les actions permanentes dans les quartiers prioritaires	14
3.2.1. Patrimoine en ville	25
3.2.2. Entretien des biens communs	25
3.2.3. Essaimage d'expériences	26
3.2.4. Expériences alternatives	27
3.2.5. Actions festives	28
3.2. Les actions ponctuelles d'animation dans les quartiers	24
3.3. Les effets des actions	29
<b>Partie 4. Les actions de mobilisation</b>	<b>30</b>
4.1. Les actions de sensibilisation	30
4.2. Une initiation à la mobilité	32
4.3. Les effets des actions	35
<b>Partie 5. Les partenariats</b>	<b>37</b>
<b>Synthèse et pistes futures</b>	<b>39</b>
<b>Annexe : la politique de la ville</b>	<b>41</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>45</b>

# INTRODUCTION

Cotravaux est un réseau d'acteurs du travail volontaire qui regroupe 19 associations, nationales et régionales. Ces associations peuvent elles-mêmes être structurées en réseau, en unions d'associations locales ou régionales, en associations composées de délégations ou d'associations régionales.

Ainsi, le réseau Cotravaux regroupe près de 300 associations qui se retrouvent autour d'une éthique du travail volontaire. Celui-ci est « conçu dans une démarche d'éducation populaire où se mêlent étroitement objectifs individuels de changement personnel et objectif collectif de transformation sociale ». C'est un outil de développement local et de développement personnel.

Le travail volontaire est utilisé par le réseau pour construire une société plus juste qui permet la rencontre des différences autour de projets collectifs communs. Le but est de faire société grâce au faire ensemble, et ce, en dépassant les préjugés des uns sur les autres.

Le panorama réalisé ici répond à trois objectifs - promotion, réflexion, représentation - ainsi qu'au souhait du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires de connaître plus en détail les actions en lien avec la politique de la ville menées par les associations membres de Cotravaux. Ce Panorama est l'occasion de montrer la grande diversité des actions des membres du réseau, les différentes manières de faire et de prendre en compte les habitants, jeunes et adultes, vivant dans les quartiers de la politique de la ville.

C'est aussi une occasion précieuse pour chaque membre du réseau de pouvoir connaître les expériences des autres.

A la lecture de ce panorama, nous verrons que les associations de Cotravaux se préoccupent de laisser à toutes et tous la possibilité d'être acteurs et de contribuer au développement de leurs territoires, d'apporter une plus grande justice sociale, de faire ensemble et non pour, convaincus qu'une démarche d'éducation populaire apporte beaucoup.

Pour les associations, la relation avec la politique de la ville s'est d'abord effectuée par une préoccupation sociale des personnes qui vivent dans les quartiers : les premières actions réalisées répondaient au souhait de développer la capacité d'agir, de lutter contre les exclusions en renforçant le lien social, de favoriser la mobilité des personnes (jeunes et familles) en dehors des quartiers.

Le panorama qui suit montre que les actions se sont diversifiées à l'égard des personnes habitant les quartiers politique de la ville et par des implantations permanentes d'associations.

Les actions en milieu urbain ont pris peu à peu de l'importance ces dernières années (autour de 20% en 2003, 26% en 2015). En témoignent : les nouvelles implantations d'associations du réseau dans les quartiers avec des actions tout au long de l'année ; l'étude portée par Cotravaux Île-de-France pour approcher l'impact des chantiers en milieu urbain.

**Ce panorama a pour objectif de connaître les formes - particulières ou pas - que prend le travail volontaire lorsqu'il s'effectue en lien avec les quartiers en politique de la ville.**

## AVERTISSEMENT

Nous présenterons les outils que nous avons utilisés pour repérer les actions.

Nous montrerons l'implantation des actions avec une cartographie et la liste des quartiers impactés par les actions. Le panorama vise à renseigner le CGET sur les actions menées par les membres du réseau de Cotravaux, mais aussi à faire circuler les expériences et les actions entre les membres.

Les actions ont été regroupées selon leur nature.

### • Des actions permanentes ou ponctuelles dans les quartiers :

Certaines associations ont choisi de s'implanter dans des quartiers de la politique de la ville et d'y développer leurs projets en adaptant la pédagogie du travail volontaire aux enjeux locaux.

D'autres ont développé des partenariats avec des acteurs locaux des quartiers et contribuent à l'animation locale au travers d'évènements marquants, plus ponctuels. Toutefois, bon nombre d'actions se répètent d'une année à l'autre.

### • Des actions de mobilisation

Ces actions visent à ouvrir les possibilités d'agir (sensibilisation) ou d'amener les personnes à sortir des quartiers (mobilité) et à découvrir d'autres réalités.

Ainsi, les associations réalisent des temps d'information in situ dont le but est de sensibiliser les habitants, notamment les jeunes des quartiers, pour leur faire découvrir et vivre des expériences de chantiers ou de volontariats.

La phase de sensibilisation n'est pas un exercice de communication. Il s'agit de donner envie à des jeunes de s'impliquer dans des projets, de les rassurer dans le fait d'aller à la rencontre de l'inconnu.

Nous aborderons ensuite les partenariats, puisque, quelle que soit l'action menée, le maillage avec d'autres acteurs qui agissent sur le territoire est une condition de réussite.

Nous avons choisi de mettre en annexe un rappel de l'histoire de la politique de la ville.

# MÉTHODOLOGIE

Afin de disposer d'un panel étendu dans notre recueil des différentes formes d'actions, de les localiser, nous avons opté pour une interpellation large à tout le réseau en France. Nous avons utilisé plusieurs moyens pour recueillir les informations.

- Un questionnaire a été mis en ligne via un « Google form », suivi d'une enquête par téléphone : ceci a permis d'identifier les membres du réseau qui menaient des actions spécifiques en lien avec les quartiers de la politique de la ville.
- Des entretiens avec les associations nationales ont facilité la connaissance de projets mis en place au niveau national, notamment les actions pour soutenir la mobilité des jeunes et les actions sur l'habitat.
- Ces éléments ont aidé à identifier quelques cadres associatifs, chargés de projets, volontaires, partenaires, afin de mener des entretiens semi-directifs, soit par téléphone, soit en face à face à l'occasion de visites sur des sites.

### Les données chiffrées :

A partir des réponses que nous avons reçues, nous avons obtenu une estimation du nombre d'actions qui se sont déroulées ou qui sont en cours dans les quartiers de la politique de la ville, avec des impacts multiples. Nous avons retenu les années 2015 et 2016 pour dresser le panorama. Nous avons constaté que certaines actions avaient pris place dans des quartiers depuis plusieurs années.

A ce jour, nous avons recensé un peu plus de **120** projets menés par les associations en lien avec les quartiers prioritaires.

Il nous a été plus difficile de chiffrer exactement le nombre de personnes des quartiers de la politique de la ville touchées par les actions, voire du nombre total de personnes ayant participé à des actions hors de leur quartier prioritaire. En effet, les associations n'ont généralement pas mis en place d'indicateurs spécifiques « quartiers prioritaires de la politique de la ville » qui systématiseraient le traitement de l'information ; notamment pour les 8.500 bénévoles et volontaires qui participent chaque année à des chantiers et des expériences de volontariats en France et à l'étranger. Plusieurs associations n'effectuent pas aujourd'hui une consolidation nationale des actions menées durant l'année par leurs délégations régionales, ni de consolidation du nombre de personnes des « quartiers » touchées par ces actions.

Toutefois, en réalisant le panorama, nous avons obtenu des données, certes encore partielles. Elles donnent un aperçu déjà significatif du nombre de personnes qui ont participé à des chantiers, des volontariats, des actions de rénovation de l'habitat, ou qui ont été touchées par des actions de sensibilisation et de mobilité.

Plus de **700** personnes - des jeunes majoritairement - ont participé directement à des actions : expériences de chantiers et de mobilité, projets de réussite éducative, ateliers ou organisation d'évènements dans les quartiers,... S'y ajoutent les actions de rénovation de l'habitat qui impactent des habitants et leurs familles où plus de 3.000 personnes sont estimées avoir participé aux actions de leurs quartiers.

Dans le panorama, nous n'avons pas retenu les actions ni les données transmises relatives à des quartiers non classés prioritaires. Pour autant nous avons appris que des jeunes venant de Verrières-le-Buisson (Essonne), Saint-Genis-les-Ollières et Limonest (Rhône), Vaujours (Seine-Saint-Denis), etc., avaient participé à des chantiers.

De fait, le panorama a permis de sensibiliser les associations à l'intérêt de recueillir des informations plus poussées.

# LES ACTIONS DU RÉSEAU EN POLITIQUE DE LA VILLE

Les questionnaires et les entretiens ont permis de recueillir un ensemble de modes d'actions. Le panorama montre la diversité et le potentiel du réseau à agir en lien avec les quartiers de la politique de la ville. Nous savons que ces données ne sont pas exhaustives. D'autres actions ont pu avoir lieu en lien avec des quartiers prioritaires, mais il aurait fallu connaître plus en détail la nature de l'action, le nom du quartier.

Les associations de Cotravaux travaillent dans les quartiers et avec leurs habitants, en veillant à respecter et valoriser les contributions de chacun, dans la démarche d'éducation populaire à laquelle elles sont attachées : chacun peut apporter des connaissances aux autres et chacun peut apprendre de tous.

L'éthique du travail volontaire correspond aux objectifs de lien social et de cohésion que les associations souhaitent en favorisant le développement d'une citoyenneté active, une co-construction avec les citoyens et d'autres acteurs.

Les actions ont été regroupées en plusieurs catégories :

- actions permanentes du fait qu'elles ont lieu tout au long de l'année ou en raison de l'implantation des associations dans le quartier prioritaire.
- actions ponctuelles d'animations
- actions de mobilisation.

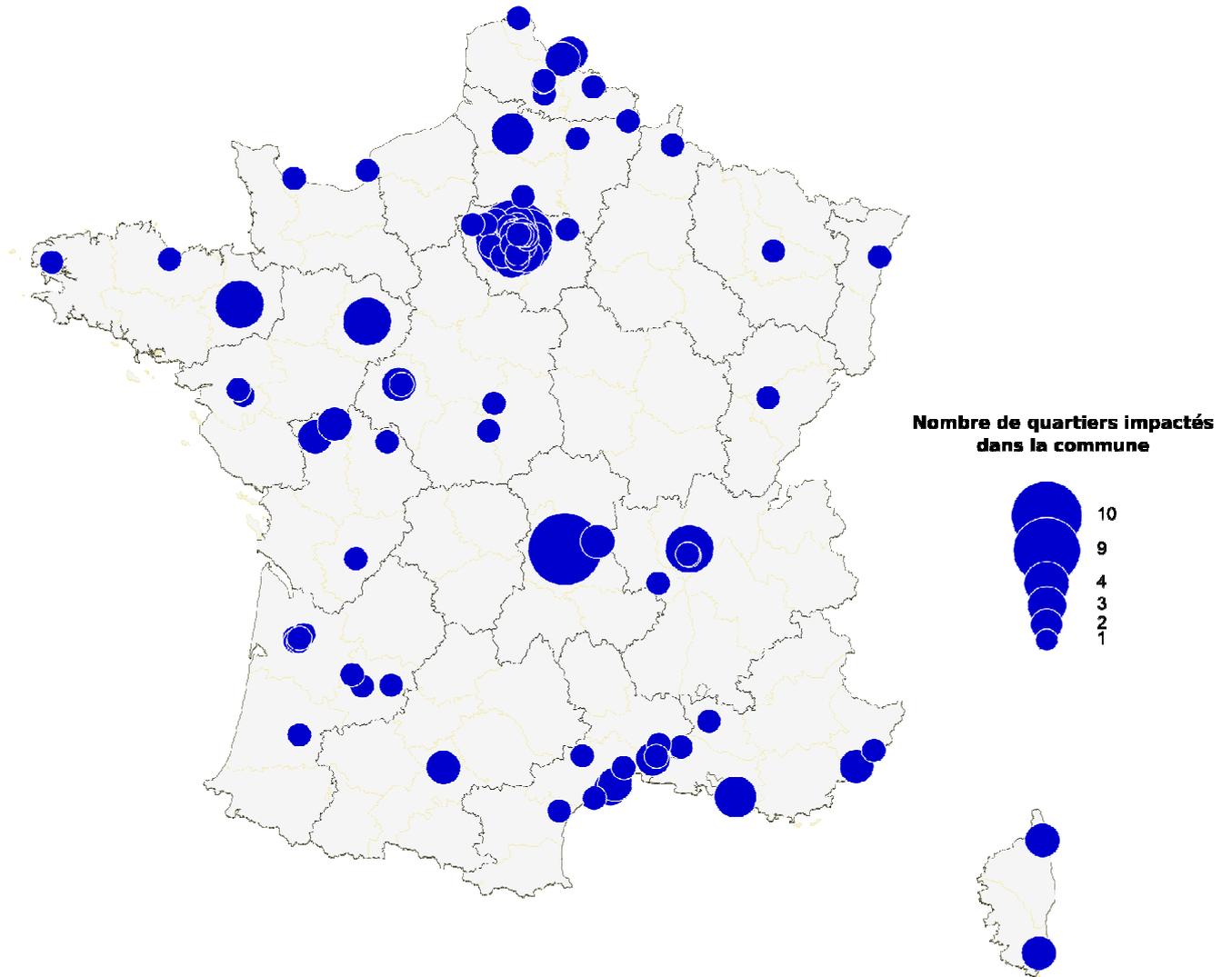
Nous avons reporté ci-après sur une carte l'ensemble des actions qui nous ont été transmises : actions dans les quartiers ou visant des personnes habitant dans les quartiers pour participer - en groupe ou en démarche individuelle - à des actions en dehors.

Nous présentons ensuite un tableau qui récapitule la liste des villes et de leurs quartiers prioritaires qui ont été impactés.

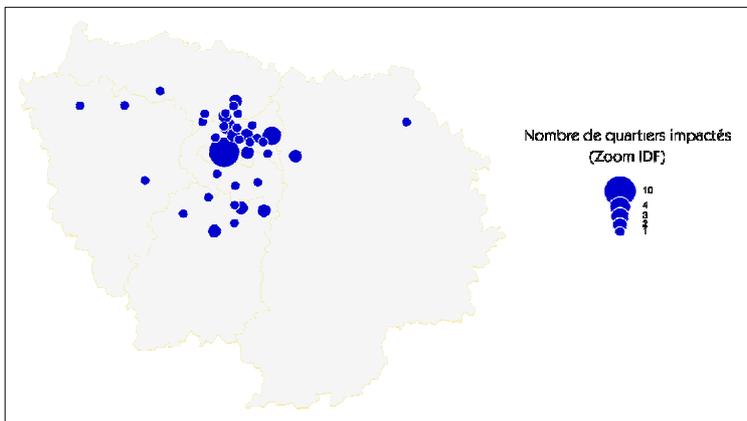
Parfois, plusieurs associations ont mené des actions dans le même quartier. Dans ce cas, le quartier est signalé par un astérisque (\*). La densité des localisations sur la carte résulte du nombre de fois où le quartier a été cité comme terrain de l'intervention.

Cette méthode a été utilisée pour toutes les cartes présentées dans le panorama.

# QUARTIERS IMPACTÉS PAR LES ACTIONS DES ASSOCIATIONS



## Ile de France



LISTE DES VILLES ET DES QUARTIERS IMPACTÉS PAR LES ACTIONS

Villes	Départements	Quartiers prioritaires: interventions et/ou implantations
Agde	Hérault	Centre ville
Amiens	Somme	Amiens Nord *; Condorcet Philéas Lebesgue ; Marcel Paul Salamandre
Angoulême	Charente	Air - La Grand Font
Angres	Pas de Calais	Camus
Argenteuil	Val d'Oise	Centre Ville
Arras	Pas de Calais	Saint-Michel Goudemand
Athis-Mons	Essonne	Le Noyer Renard
Aubervilliers *	Seine-Saint-Denis	Franc Moisin - Cosmonautes - Cristino Garcia - Landy
Bagneux	Hauts de Seine	Cité Jardins
Bastia	Haute Corse	nc
Beauvoisin	Gard	Les Costières
Besançon	Doubs	Montrapon
Bobigny *	Seine-Saint-Denis	Quartier Salengro - Gaston Roulaud - Centre Ville
Bondy	Seine-Saint-Denis	Quartier Nord
Bonneuil-sur-Marne	Val de Marne	Fabien
Bordeaux	Gironde	Benauges-Henri Sellier-Léo Lagrange
Bressuire	Deux Sèvres	Valette
Brest	Finistère	Keredern
Cannes *	Alpes Maritimes	Ranguin-Frayère ; Genet-Oliviers-Saint Pierre
Carpentras	Vaucluse	Quintine-Villemarie-Ubac-Le Parc Pous du Plan Amandier-Elephants Centre Ville
Cergy	Val d'Oise	Axe Majeur - Horloge
Charleville-Mézières	Ardennes	Ronde Couture
Châtellerauld	Vienne	Lac Renardières Ozon
Clermont-Ferrand *	Puy de Dôme	Saint-Jacques * Quartiers Nord *-Les Vergnes, Croix de Neyrat, Champratel La Gauthière
Clichy	Hauts de Seine	Bac D'asnières-Beaujon
Clichy-sous-bois	Seine-Saint-Denis	Haut Clichy - Centre Ville - Bosquets - Lucien Noel
Dunkerque	Nord	Banc Vert - Ile Jeanty - Carré de la Vieille - Jeu de Mail
Épinay-sous-Sénart	Essonne	Plaine - Cinéastes
Fourmies	Nord	Fourmies
Frontignan *	Hérault	Les Deux Pins
Garges-lès-Gonesse	Val d'Oise	Dame blanche
Grigny	Essonne	La Grande Borne et le village de Grigny
Issoudun	Indre	Nation Bernardine
L'Île-Saint-Denis *	Seine-Saint-Denis	Thorez-Géraux Méchin - Bocage
La Courneuve	Seine-Saint-Denis	Franc Moisin - Cosmonautes - Cristino Garcia - Landy
La Ferté-sous-Jouarre	Seine-et-Marne	Résidence Montmirail
Le Blanc-Mesnil	Seine-Saint-Denis	Secteur Nord Pont Yblon
Le Havre	Seine Maritime	Caucraiuville Soquence Mont Gaillard ZFU- Mont-Gaillard, La Forêt (Bois de Bléville), Mare Rouge
Le Mans	Sarthe	Les Sablons

\* Indique les villes où deux, voire plus, associations sont intervenues dans le même quartier\* ou dans des quartiers différents.

Villes	Départements	Quartiers prioritaires: interventions et/ou implantations
Les Mureaux	Yvelines	Cinq Quartiers
Les Ulis	Essonne	Quartier Ouest
Liévin	Pas de Calais	Les Hauts de Liévin - Résidence des Provinces - Cités 9-9bis
Lille *	Nord	Secteur Nord-Est Secteur Sud Plusieurs quartiers de Lille métropole
Lodève	Hérault	Centre ville
Lormont	Gironde	Carriet
Lyon *	Rhône	Moncey Cités Sociales Gerland Pentes Croix Rousse Etats-Unis - Langlet
Mantes-la-Jolie	Yvelines	Val Fourré
Marmande	Lot-et-Garonne	Baylac Gravette
Marseille *	Bouches du Rhône	La Viste Consolat Ruisseau Mirabeau La Cabucelle Centre Ville Canet Arnavaux Jean Jaurès
Massy	Essonne	Bièvre Poterne - Zola
Mérignac	Gironde	Yser-Pont de Madame
Montmagny	Val d'Oise	Les Lévrieris
Montpellier	Hérault	nc
Montreuil *	Seine-Saint-Denis	Bel Air - Grands Pêcheurs - Ruffins - Le Morillon Le Plateau - les Malassies- La Noue
Nancy	Meurthe et Moselle	Plateau De Haye Nancy - Maxéville
Nantes	Loire-Atlantique	Bellevue Bout des Landes-Bouts des Pavés - Chêne des Anglais La Boissière
Narbonne	Aude	Narbonne Centre
Neuilly-sur-Marne	Seine-Saint-Denis	ZFU Les Fauvettes
Nice	Alpes Maritimes	Paillon
Nîmes	Gard	Gambetta - Richelieu
Nogent-sur-Oise	Oise	Les Rochers-L'Obier
Noisy-le-Sec	Seine-Saint-Denis	Le Londeau
Orvault	Loire-Atlantique	Plaisance
Oullins	Rhône	La Saulaie
Pantin	Seine-Saint-Denis	Quatre Chemins
Paris 13e Arr *	Paris	Bédier - Boutroux
Paris 14e Arr	Paris	Didot-Porte de Vanves
Paris 18e Arr *	Paris	Porte de Montmartre-Porte des Poissonniers-Moskova * Goutte d'Or, Blémont
Paris 19e Arr *	Paris	Stalingrad Riquet - Michelet-Alphonse Karr - Rue de Nantes * Chaufourniers
Paris 20e Arr	Paris	Les Portes du Vingtième Grand Belleville 10è-11è-20è
Pessac	Gironde	Châtaigneraie-Arago
Pierre-Bénite	Rhône	Hautes Roches
Porto Vecchio	Corse du Sud	Pifano

Villes	Départements	Quartiers prioritaires: interventions et/ou implantations
Rennes *	Ille-et-Villaine	Villejean Les Clôteaux - Champs Manceaux Le Blosne
Roubaix *	Nord	Roubaix-Tourcoing - Blanc Seau - Croix Bas Saint Pierre
Saint Michel-sur-Orge	Essonne	Bois des Roches
Saint-Brieuc	Côte d'Armor	Point Du Jour
Saint-Denis *	Seine-Saint-Denis	Grand Centre-Sémard
Saint-Étienne	Loire	Quartiers Sud-Est
Saint-Pierre-des-Corps	Indre et Loire	Rabaterie
Saint-Pierre-du-Mont	Landes	La Moustey
Saint-Quentin	Aisne	ZFU- Le Vermandois : Vermand, Fayet, Artois, Champagne
Sannois	Val d'Oise	Bas des Aulnaies - Carreaux Fleuris - Fontaine Bertin
Sarcelles	Val d'Oise	Rosiers Chantepie
Sète	Hérault	Ile De Thau
Strasbourg	Bas-Rhin	Spach
Talence	Gironde	Thouars
Tarascon	Bouches du Rhône	Centre Historique - Ferrages
Thiais	Val de Marne	Les Grands Champs
Thiers	Puy de Dôme	Centre ancien Molles Cizolles
Thouars	Deux Sèvres	Les Capucins
Tonneins	Lot-et-Garonne	Cœur de Ville
Torcy *	Seine-et-Marne	L'Arche Guedon
Toulouse	Haute Garonne	La Gloire Grand Mirail
Tours *	Indre et Loire	Sanitas
Trappes	Yvelines	Les Merisiers
Valenciennes	Nord	Zone intercommunale Faubourg de Cambrai - La Briquette
Vauvert *	Gard	Les Costières
Vierzon	Cher	Clos du Roy - Centre Ville - Vierzon
Vigneux-sur-Seine	Essonne	Les Bergeries
Villemomble	Seine-Saint-Denis	Les Marnaudes
Villeneuve-sur-Lot	Lot-et-Garonne	Bastide
Villetaneuse	Seine-Saint-Denis	Quartier Politique De La Ville
Villiers-le-Bel	Val d'Oise	Village - Le Puits La Marlière - Derrière Les Murs De Monseigneur

Toutes les associations du réseau n'ont pas pu contribuer : certaines n'ont pas développé d'actions spécifiquement tournées vers les quartiers de la politique de la ville ; d'autres peuvent accueillir des personnes des quartiers prioritaires dans leurs activités habituelles, sans en tenir le compte dans leurs données car leurs entrées sont prioritairement sociales.

Dans le panorama, nous avons recueilli des informations de Concordia, CORAC (Cotravaux PACA), Chantiers de Jeunes Provence Côte d'Azur. Compagnons Bâisseurs, Union REMPART, Solidarités Jeunesses, Service Civil International, Jeunesse et Reconstruction, Etudes et Chantiers, Maison des Volontaires.

Nous avons identifié plusieurs catégories d'actions avec les quartiers de la politique de la ville :

- les actions « permanentes » dans les quartiers par des associations qui y résident ;
- les actions « ponctuelles » dans les quartiers, par des associations qui y interviennent ;
- les actions hors des quartiers :
  - o sensibilisation
  - o mobilité, parcours

# LES ACTIONS PERMANENTES OU PONCTUELLES DANS LES QUARTIERS

### Le chantier international : un moyen privilégié d'action

Les associations membres de Cotravaux s'impliquent dans un territoire en utilisant le chantier comme support à une mobilisation locale qui sert une action d'intérêt général : sauvegarde ou protection d'un site naturel ou bâti, rénovation ou aménagement d'équipements ou de cadres de vie, organisation d'événements,...

La manière d'organiser les chantiers de bénévoles a évolué dans le temps : taille des groupes, encadrement, inclusion dans la vie locale, types de chantiers. Toutefois elle garde ce besoin de maillage des acteurs au niveau local, d'implication des différentes personnes aux côtés des bénévoles.

Nous constatons que les associations s'implantent de plus en plus en milieu urbain, dans les quartiers populaires, dont certains sont en quartiers prioritaires.

C'est le cas par exemple de l'association **Concordia**<sup>1</sup> qui a toujours mené son travail dans les brèches de la société française, là où le corps social montrait des fractures. Alors que l'exode d'après guerre avait laissé des campagnes en ruines, l'association choisissait de s'implanter dans ces territoires délaissés, afin de maintenir du lien social malgré l'hémorragie humaine. Aujourd'hui la ligne de fracture s'est aussi ancrée dans l'urbain et cela fait sens de s'implanter et de monter des actions dans les quartiers.

### Chantiers urbains et chantiers ruraux : des objectifs communs

Existe-t-il des différences entre un chantier en milieu rural et un chantier en milieu urbain, voire en quartiers prioritaires ? C'était le point de départ de l'étude engagée par **Cotravaux Île-de-France** fin 2013. Quelques problématiques avaient été repérées<sup>2</sup>.

- a) Les chantiers en milieu urbain sont plus longs à mettre en place qu'en milieu rural.
- ▶ Le travail est plus complexe car il y a plus de partenaires à mobiliser. Pour travailler dans un territoire urbain, il faut compter une dizaine d'interlocuteurs incontournables. Ceci témoigne de la complexité des dispositifs existants.
  - ▶ Il faut mener une sensibilisation plus forte des partenaires sur les capacités d'engagement ou de mobilité des jeunes - en particulier pour la mobilité internationale - au regard des politiques existantes.
  - ▶ Ils nécessitent de construire des relations de confiance qui permettent une évolution avec le même partenaire au fur et à mesure du temps.
- b) Les bailleurs sociaux : bien qu'étant de grosses institutions, les bailleurs sociaux peuvent avoir une certaine souplesse, découverte plutôt positive. Le chantier international de bénévoles en milieu urbain est bien adapté au travail avec un bailleur social.

<sup>1</sup> Marco Paoli délégué général de Concordia.

<sup>2</sup> Extrait du rapport d'étape de l'« Étude sur les apports des chantiers de bénévoles internationaux en milieu urbain ». Cotravaux Ile de France & Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur l'Intervention Sociale.

c) L'objet des chantiers internationaux de bénévoles : de nombreux chantiers en milieu urbain s'intéressent à l'aménagement du cadre de vie. C'est important car c'est le quotidien des habitants d'une cité. Toutefois, les chantiers, tels ceux qui portent sur le patrimoine, apportent des repères qui sont utiles au territoire et à ses habitants.

### **Chantier urbain : une mise en place particulière**

La mise en place d'un chantier en milieu urbain diffère donc.

► Les relations entre le projet et les habitants :

En milieu rural ou dans de petites communes périurbaines, s'adresser aux élus de la commune est généralement suffisant. La commune a souvent le contact direct avec les habitants, jeunes et moins jeunes, et elle entretient elle-même le maillage entre les interlocuteurs. L'enjeu est clairement identifié et plus facilement partagé avec les habitants : créer une animation locale qui renforce des synergies, faire société en impliquant les jeunes à la vie de la commune,...

Dans le cas du milieu urbain, le lien direct est plus difficile à établir, ou du moins, plus difficile à atteindre avec tous, en même temps. D'une part, la commune a un lien moins direct avec les habitants ; d'autre part, plusieurs acteurs avec des types d'interventions différentes sont présents sur le territoire. Il convient de rassembler ces acteurs, autour d'un objet – le chantier - qu'ils peuvent avoir du mal à s'approprier pour bien commun. Par ailleurs, certains partenariats s'établissent pour le financement de l'action et n'évoluent pas vers le portage d'un projet.

► Le chantier en milieu rural peut se voir plus facilement quand un groupe d'une quinzaine de bénévoles de 18 à 30 ans, d'origines sociales, géographiques et de nationalités différentes travaillent dans une commune de quelques centaines d'habitants, dont peu de jeunes ont moins de 25 ans. L'arrivée du groupe et de ses animateurs, se remarque. Leur présence invite les jeunes de la commune à s'intéresser à leur tour au chantier.<sup>3</sup>

En milieu urbain, la concentration d'habitants est plus forte et il est facile de tomber dans le travers propre à cet environnement : l'anonymat. Anna Diarra<sup>4</sup> se souvient du travail de préparation, sur le terrain, en amont des chantiers pour rencontrer les bailleurs, les associations locales, notamment celles en contact avec les jeunes. Puis les rencontres avec les jeunes du quartier pour leur parler de l'action à venir et de l'accueil des jeunes français et internationaux à préparer ; pour les inviter à participer au chantier. Ce travail à l'avance était très important pour susciter l'adhésion et la participation des jeunes du quartier.

► La pédagogie avec le groupe de bénévoles n'est pas non plus la même. L'urbain a des effets sur la vie du groupe qui est dans un lieu que l'on quitte facilement par les transports en commun. « Faire groupe » nécessite une autre façon d'encadrer pour les animateurs. Autant la rencontre avec beaucoup de personnes sera facilitée par la concentration urbaine, autant la « fluidité de l'environnement urbain »<sup>5</sup> et la fluidité du groupe sont à prendre en compte dans l'approche pédagogique. Là où, en milieu rural, les bénévoles doivent se concerter pour gérer leurs déplacements en commun, la facilité d'accès aux transports urbains n'impose pas aux bénévoles la même contrainte de gestion, ni d'aller visiter, ensemble, les mêmes lieux pendant les temps de loisirs.

---

<sup>3</sup> Exemple du chantier de Morlhon-le-Haut (Aveyron, Occitanie) avec l'association Citrus-Solidarités Jeunesses.

<sup>4</sup> Anna Diarra, ancienne déléguée régionale de Concordia en Ile de France.

<sup>5</sup> Marco Paoli, Concordia.

## Le chantier en ville : problème de l'hébergement

Cependant, la véritable différence entre un chantier en milieu rural et un chantier en milieu urbain tient à une difficulté majeure : la question de l'hébergement des bénévoles.

L'hébergement collectif est moins facile à trouver, et souvent plus onéreux. L'hébergement sous tente n'est pas envisageable, sauf si le chantier a lieu plus loin que le centre urbain.

Lorsque les interventions se font en partenariat avec des bailleurs sociaux, l'hébergement peut se faire dans un ou deux appartements du quartier ou d'un quartier voisin, mis à disposition pour le temps du chantier. Cependant, le bailleur peut être embarrassé de mettre à disposition un appartement pendant une durée courte de chantier alors que des familles sont en attente d'un logement.

Parfois des gymnases peuvent être mis à disposition par la ville, avec l'inconvénient d'être souvent un peu à l'écart du centre ville. Cependant aujourd'hui les règles de sécurité freinent leur utilisation (nécessité de la présence d'un personnel pour surveiller).

Ainsi, des bénévoles peuvent être logés dans des lieux plus éloignés du terrain d'intervention ce qui n'est favorable à l'implication souhaitée par l'action.

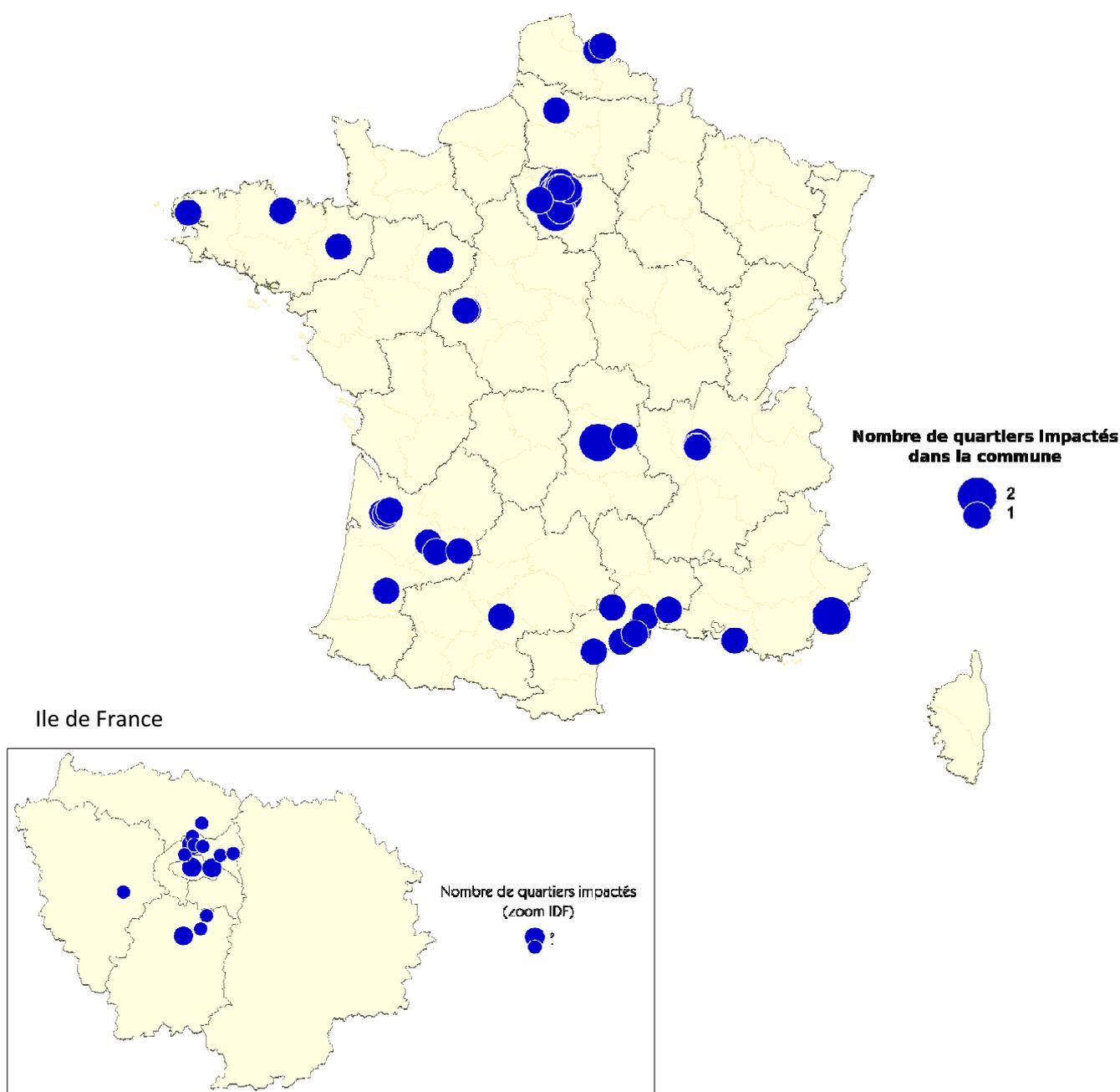
Malgré ces difficultés, de nombreux chantiers ont lieu en milieu urbain (hors des opérations « habitat » des Compagnons Bâtitseurs).

### 3.1. LES ACTIONS PERMANENTES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES

Le premier constat est que des associations se sont implantées dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cette présence permanente dans le quartier facilite l'implication dans une dynamique locale tout au long de l'année, développe de multiples actions dans le quartier et/ou hors du quartier ; les associations sont facilement identifiées comme des entités du territoire qui contribuent à la vie du quartier et au maillage associatif local.

Une bonne cinquantaine d'implantations des associations ont été repérées dans des quartiers prioritaires : associations régionales ou locales, délégations régionales d'associations nationales. Chacune a une logique d'implantation et des objectifs qui lui sont propres. Cette implantation locale détermine le développement d'actions autres que les chantiers, et ce, tout au long de l'année.

QUARTIERS IMPACTÉS PAR LES ACTIONS PERMANENTES DES ASSOCIATIONS



Pour illustrer les actions menées à partir d'implantations des associations, nous avons retenu :

- ✓ Compagnons Bâisseurs : l'amélioration de l'habitat.
- ✓ Chantiers de Jeunes Provence Côte d'Azur [CJPCA] : la carte de la proximité avec les jeunes de deux quartiers.
- ✓ Concordia Normandie Maine : un projet mêlant trois formes d'éducation (nationale, spécialisée et populaire).

Les exemples qui suivent montrent comment l'implantation de l'association au cœur du quartier, ou en bordure toute proche, influe sur le projet associatif et amène à développer de nouvelles actions.



## Une stratégie nationale d'amélioration de l'habitat

*Le mouvement des Compagnons Bâisseurs est présent dans neuf régions métropolitaines et à la Réunion, avec 70 implantations dans des quartiers populaires dont 64 dans des quartiers prioritaires de la ville<sup>6</sup>. Aider des personnes vulnérables ou en situation précaire à rénover leur logement, les amener à contribuer eux-mêmes à cette amélioration de l'habitat, est un levier du développement social et d'émancipation grâce au fait d'agir ensemble. Les Compagnons Bâisseurs touchent de nombreux foyers : des familles, souvent des mères élevant seules leurs enfants, des personnes au chômage ou en temps partiel non voulu, des personnes âgées ou des personnes présentant un handicap. Leur projet vise à engager des dynamiques de solidarités et de démocratie dans les quartiers en utilisant l'habitat comme support.*



Ces dernières années, dans la droite ligne de leurs actions contre le mal logement, les Compagnons Bâisseurs ont développé leurs actions sur l'habitat, avec pour objectif de contribuer à une politique publique plus juste. Vers 2010, ils réaffirment leur projet associatif, établissent un programme de développement et rédigent le projet politique : « Une Solidarité à Bâtir ». Ce plan de développement est ambitieux : permettre l'accès au logement digne et développer l'habitat dans une culture de solidarité.<sup>7</sup> Le projet politique repose sur une démarche participative et d'entraide, le partage d'expériences et d'expertises entre les différents acteurs de l'habitat, une capacité des habitants à agir eux-mêmes par la « réhabilitation accompagnée ».

Par le projet d'une « Solidarité à Bâtir », les Compagnons Bâisseurs ont créé un modèle essaimable dans les territoires : l'auto-réhabilitation accompagnée dans laquelle prend place d'autres actions possibles (ateliers de quartiers<sup>8</sup>, auto-construction...). L'association a aujourd'hui une connaissance des étapes opérationnelles nécessaires au développement des implantations : partenariats indispensables (bailleurs et commune), coûts et financements, équipes.

### **Exemple : L'atelier de bricolage de Montreuil**

Lors de notre visite aux Ateliers de Montreuil, l'animation portait sur une initiation aux petits travaux d'électricité. L'association propose des animations collectives et conviviales à destination des habitants désireux d'apprendre des techniques de bricolage. Par ce biais, les habitants ont la possibilité de prendre connaissance des travaux qui leur incombent et de ceux qui sont à la charge du propriétaire.

<sup>6</sup> Une quarantaine de localisations « ARA » a été intégrée au panorama.

<sup>7</sup> <http://www.compagnonsbatisseurs.org/index.php?lg=fr&id=6>

<sup>8</sup> Ateliers : locaux où l'association range le matériel et les matériaux, organisent des temps collectifs, d'initiation et d'apprentissage au bricolage.

Les bailleurs comprennent vite l'intérêt de la démarche puisque les habitants apprennent à s'approprier leur logement, donc à l'entretenir ou à signaler les problèmes qui incombent au bailleur. Cela participe à l'entretien global du bâti et à diminuer *in fine* le coût d'entretien. Au-delà d'un intérêt financier, l'action contribue au bien vivre et au bien habiter de toutes et tous.

### **Un lieu identifiable par les habitants**

Pour les permanents de l'Atelier de Montreuil, Emilie et Jean Marc, il est indispensable d'avoir un endroit identifiable par les habitants. Bien que l'Atelier de Montreuil soit en pied d'immeuble, il est situé à une extrémité peu empruntée du groupe d'immeubles.

D'où l'importance du porte à porte qui permet d'aller à la rencontre des résidents. Deux volontaires en service civique ont pour tâche régulièrement de faire un tour. « *C'est vrai que ça fait bizarre de toquer à la porte des gens pour leur proposer des travaux gratuits. Les gens sont un peu suspicieux au début, ils ne comprennent pas qu'on ne demande pas d'argent* ».<sup>9</sup>

Les volontaires profitent du porte à porte pour présenter l'association, son projet, prendre des contacts, demander aux habitants s'ils ont besoin de conseils pour un dépannage (petit coup de main de quelques heures pour un problème particulier), ou d'outils qui sont disponibles à l'atelier. Ils présentent le programme des cours du mois, etc.

L'atelier bricolage prend place dans une action globale sur le quartier :

- 1) Les chantiers d'auto-réhabilitation accompagnée (ARA) s'adressent aux ménages en difficulté dans la résolution de leurs problèmes de logement, particulièrement ceux dont la situation socio-économique tend vers la précarité. Il s'agit de chantiers d'entretien des logements avec leurs habitants, accompagnés par un animateur technique et la contribution de volontaires et de bénévoles.
- 2) Les dépannages pédagogiques pour tout ménage résidant sur le périmètre. Ils concernent des réparations qui incombent aux locataires : ceux-ci sont accompagnés par l'animateur (fuite d'eau, pose d'une tringle à rideau,...)
- 3) Les animations collectives: de manière quasi hebdomadaire et conviviale, elles permettent aux habitants de se former en cours collectifs au bricolage et parler de l'habitat.
- 4) L'outilthèque : prêt d'outils gratuit pour les habitants qui savent bricoler ou ceux qui ont appris lors d'un atelier à les utiliser avec un animateur technique.
- 5) L'accompagnement social des ménages : L'implication des ménages bénéficiaires dans les actions individuelles et collectives permet d'identifier leurs difficultés ou leurs demandes. Une animatrice habitat oriente le bénéficiaire vers la bonne ressource.
- 6) La création d'un groupe de bénévoles pour pérenniser la dynamique et l'entraide sur le quartier

### **Le rôle de chacun : animateurs, volontaires, habitants, bénévoles.**

L'association vise à tisser des liens sur le quartier. Son souhait est que les habitants soient acteurs d'une solidarité par l'habitat et se réapproprient le projet associatif.

C'est pourquoi les Compagnons Bâisseurs ont dévolu un rôle à chacun des acteurs afin de permettre la mise en place d'une éthique de rénovation solidaire :

- Les animateurs techniques : ils transmettent leurs connaissances, adaptent leurs savoirs aux demandes locales et coordonnent les chantiers. Leur rôle est de proposer dans un premier temps des services, de partager leurs savoirs. Il s'apparente davantage à celui d'un conseiller que d'un expert.
- Les volontaires (193 étaient en Service Civique en France en 2016). Les CB les considèrent comme très importants car ils permettent d'installer une atmosphère détendue, de rompre de nombreuses frontières avec les habitants : sociales, intergénérationnelles, etc.

<sup>9</sup> Entretien avec Mathilde et Clément, volontaires aux Compagnons Bâisseurs à Montreuil.

Les volontaires, jeunes, sont vus comme des modèles positifs qui peuvent inciter les enfants des habitants à s'impliquer lorsqu'un chantier est réalisé chez eux, et leur présence facilite beaucoup l'accès au logement. De plus, le fait que les volontaires ne soient pas eux-mêmes professionnels décomplexifie la participation des résidents. Le chantier devient un lieu de personnes dynamiques qui travaillent ensemble.

- Les habitants sont les personnes qui découvrent et comprennent le projet associatif. Ils acceptent que leur logement serve de support à un travail collectif. Ils peuvent devenir des bénévoles.
- Les bénévoles peuvent être des habitants ou d'anciens habitants chez qui des travaux ont été réalisés et qui s'investissent chez les autres, pour transmettre à leur tour ce qu'ils ont appris. Ce sont des personnes qui ont compris le projet associatif et y contribuent.

Le projet associatif des CB permet de faire évoluer les rôles de chacun. Les habitants peuvent devenir des bénévoles ou des volontaires ; ils peuvent contribuer eux-mêmes au développement de nouvelles actions.

De plus, les CB permettent aux volontaires d'évoluer au sein de l'association, en pensant l'engagement des jeunes en terme de parcours : participation à un chantier ponctuel ou une action solidaire dans le quartier qui amènera à prendre d'autres engagements : un temps de service civique ou de service européen par le biais du programme ERASMUS +.

Les Compagnons Bâisseurs utilisent l'accès à l'habitat comme outil pour bâtir une société solidaire. Leur implantation participe à la vie du quartier en cherchant à engager une dynamique positive avec les habitants, particulièrement avec les jeunes qui pourraient devenir les volontaires de demain.

Cette stratégie positive est permise par un ancrage partenarial institutionnalisé. Les actions d'Auto Réhabilitation Accompagnée (ARA) font l'objet d'un travail régulier avec les partenaires financiers, lors d'un comité de pilotage annuel du projet. Cependant, tout au long de l'année, les divers partenaires suivent le projet, plus particulièrement lors de comités techniques. Les réunions sont l'occasion de parler des chantiers bien sûr, mais aussi d'éventuelles actions communes. C'est le cas de la co-animation réalisée avec la CAF de Seine-Saint-Denis pour apprendre aux habitants comment gérer économiquement la consommation d'électricité.

Ces mêmes partenariats s'essaient dans le quartier. *« Avec le théâtre de La Noue, nous avons construit des gradins en bois démontables pour leur spectacle en plein air. Avec une association qui fait du soutien scolaire nous avons pu construire leur bibliothèque en bois ; les habitants ont aidé eux aussi. Nous avons fait un bac à compost en partenariat avec deux associations locales : le sens de l'Humus et la Collecterie. Nous faisons du développement local avec d'autres partenaires, aussi sous une forme de mutualisation des savoirs, des outils [...] »*<sup>10</sup>



### **Chantiers de Jeunes Provence Côte d'Azur [CJPCA] : proximité avec les jeunes de deux quartiers**

*L'association dispose d'un grand espace central autour duquel sont distribuées 8 pièces qui servent de bureau, de reprographie et de petite cuisine collective. La maison a été construite par des volontaires. Elle est située à l'extrême Ouest de Cannes entre les stades de foot et l'aéroport, à proximité immédiate du quartier de Ranguin-Frayère. L'association est dans un îlot qui regroupe d'autres structures jeunesse, comme la MJC, le centre de loisirs et des services publics comme une nouvelle piscine municipale.*



<sup>10</sup> Entretien avec Emilie Pigeon, Animatrice Habitat-chargée de mission volontariat pour les Compagnons Bâisseurs Ile-de-France.

A l'origine, CJPCA était une branche de l'Office Municipal de la Jeunesse et des Actions Socio-éducatives (OMJASE), chargée par la ville de mettre en pratique la politique jeunesse sur la commune. A la fin des années 70, CJPCA devient une association à part entière qui s'occupe des chantiers de bénévoles. Elle s'adresse à un public de 13 à 17 ans. Environ une quarantaine de jeunes sont présents régulièrement dans l'année sur les actions de proximité ; en moyenne 70 jeunes issus des quartiers participent aux chantiers d'été.

L'action est née de la relation qui s'est nouée entre l'association et les jeunes venus faire un chantier. Dans les années 80, quelques bénévoles des chantiers d'été souhaitent « faire du chantier »<sup>11</sup> à d'autres moments de l'année. Dans le même temps, l'association s'installe dans le quartier populaire de Ranguin-Fayère.

L'association et les jeunes conçoivent alors un chantier très ponctuel, d'une journée, sur les temps de loisirs. Un contrat s'instaure : les volontaires investis sur les chantiers pendant l'été peuvent en faire durant l'année sur leur temps de loisirs, et gagnent des « points tortues. »

2 points tortues valent 14€, utilisables pour des loisirs le mercredi et le week-end, ou pour un microprojet.
---

Les points acquis permettent aux bénévoles d'organiser des loisirs plus ou moins onéreux. Les loisirs sont réfléchis en groupe et organisés par le groupe.

### **Permettre plus de mixité sociale sur les chantiers**

Très vite, l'association remarque que peu de jeunes du quartier participent aux chantiers estivaux et que, par conséquent, peu viendront à des actions plus ponctuelles durant l'année. Il fallait donc ouvrir les activités à tous les jeunes.

L'association décide alors d'accueillir tout jeune qui le souhaite sur les chantiers ponctuels : actions de proximité, ils deviennent la « Proxi », l'une des trois actions de CJPCA avec les chantiers d'été et les chantiers d'insertion.

La décision de déconditionner l'accès aux actions a permis un ancrage de l'association et son ouverture sur le quartier. Cette logique a levé des freins. Les jeunes des quartiers environnants sont venus participer à des actions courtes et proches (mercredis, samedis et dimanches) ; ils ont pris goût au chantier, ce qui les a amenés à venir sur les chantiers d'été plus longs (2 semaines).

La double entrée du quartier vers le chantier et de l'association vers le quartier a favorisé la mixité sur toutes les actions de l'association.

### **Une démarche d'éducation populaire.**

L'association a pour objectif de faire de ces jeunes des adultes autonomes et responsables, avec une conscience d'eux mêmes et du monde, de leur apprendre à travailler ensemble et à organiser leur vie collective (courses, repas, loisirs). Le temps chantier doit permettre d'aller vers ces objectifs.

Le projet associatif est très riche de sens, mais coûteux pour l'association. Il y a, d'une part, le coût du chantier (travail, vie collective, transports) pour lequel l'association ne demande pas de participation (hormis une inscription de 10 euros à l'année). Vient ensuite le coût des loisirs que les jeunes auront choisi ensemble (activité, et éventuellement repas, transports, nuitées).

L'expérience est très intéressante car elle rompt avec les stéréotypes construits à l'égard des jeunes : « bons à rien, fainéants, râleurs, incapables, fixés à la console » etc. « Le jeune se plaint et traîne des pieds ». On constate vite la vacuité de ces stéréotypes. En interrogeant les jeunes afin de savoir pourquoi ils

---

<sup>11</sup> Appellation usuelle entendue pour parler du chantier de bénévole.

revenaient, l'un d'eux a répondu : « *Parce que c'est trop bien, on fait ce qu'on veut* ». On retrouve ici la notion de liberté, entendue comme une capacité d'agir, de s'organiser, d'être autonome.

Elle contredit l'idée que la liberté serait la capacité de ne pas faire. Elle prouve que la liberté donne la capacité de faire, d'avoir le champ libre. Et ça marche.

L'association fait une promesse au jeune qui vient la première fois : « *La première fois on te montre, la deuxième on fait avec toi, la troisième on peut répondre à des questions et ensuite tu fais seul, on peut toujours être là bien sûr, mais souvent ce n'est même pas nécessaire* ». <sup>12</sup>

Avec leurs points tortues, les jeunes sont invités à choisir un loisir collectif, organisent la logistique : déplacements (achat des billets, réservation d'un hébergement), achat de nourriture pour les repas collectifs, confection des repas, etc. Sans le savoir, les bénévoles ont déjà appris à faire confiance au groupe puisque le chantier qui est en amont de ce choix est déjà un temps d'apprentissage collectif.

L'association a basé sa pédagogie sur le contrat et confie aux jeunes les responsabilités qui leur permettent d'user de leur liberté : ils ont une marge de manœuvre pour se fixer leurs propres règles. L'association définit ce qui n'est pas négociable (ayant souvent trait à la loi) et ce qui est négociable où le choix du groupe prévaut.

Le temps des courses est révélateur. Avant toute activité, les bénévoles fixent ensemble le menu et vont faire les courses. Arrivés au supermarché, l'animateur rappelle la liste des courses et demande que des équipes se forment. Chacune récapitule les produits à acheter. Le rôle de l'animateur intervient avant les caisses afin de faire vérifier « *est-ce qu'on a tout ?* », voire de conseiller d'autres produits ou conditionnements, de regarder le prix au kilo, etc. Rendre les jeunes responsables du budget à gérer aide à leur faire prendre conscience des dépenses. C'est aussi une coresponsabilité qui s'exerce pour ne pas peser sur le budget des familles et garder une inscription annuelle raisonnable.

Les familles des quartiers proches rencontrent parfois des difficultés qui ne sont pas négligeables. Le chômage y est très élevé, le taux de personnes aux minima sociaux aussi. Les mères élèvent souvent seules leur enfants ; le nombre de parents qui n'ont pas la langue française pour langue maternelle y est plus élevé que la moyenne ; le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté (60% du revenu médian) représente plus du double (32,4% de la population du quartier <sup>13</sup> ) que l'échelle nationale (14,1% de la population française).

Avoir une association proche de chez soi où son enfant vient de manière volontaire pour apprendre à être autonome par le travail et la vie collective n'est donc pas négligeable. L'attachement des adolescents à l'association est fort. Certains reviennent et associent leur parcours de vie à l'association.

L'un des jeunes bénévoles, mineur isolé, traverse une période difficile. Il vient régulièrement à l'association, où il sait être le bienvenu, à n'importe quel moment. Il préfère venir là parce que « *c'est mieux que ne rien faire* ». <sup>14</sup>

L'association joue un rôle au-delà des propositions de loisirs pour les jeunes. Elle est un point fixe, une structure référentielle pour eux dans le quartier.

« *Le but c'est qu'on grandisse un peu ; on devient un peu plus mature [...] Avant je posais beaucoup de questions... Maintenant je comprends que je dois aller tranquille, regarder l'avenir. Je me sens grandir, je suis plus rassuré.[...] Je vais rester jusqu'à la fin, après je ferai mes études et je repasserai voir les animateurs pour leur dire merci et voir comment ils vont.* »

Damien, bénévole CJPCA - Cannes, décembre 2016

<sup>12</sup> Entretien Stéphane Victorion, Directeur CJPCA.

<sup>13</sup> <https://sig.ville.gouv.fr/Synthese/QP006003>.

<sup>14</sup> Entretien avec Othmen, bénévole CJPCA.

### ***L'association, une institution du quartier, au cœur d'un maillage d'acteurs***

La localisation de l'association, au milieu d'autres structures de jeunesse, fait qu'elle est perçue, tant par les parents que par les jeunes, comme une continuité de l'action du centre de loisirs, de la Maison de la Jeunesse et de la Culture.

CJPCA est en face du centre d'animation (qui accueille les enfants de 6 à 12 ans) et les jeunes la connaissent depuis qu'ils sont petits. Certains enfants ont hâte d'aller « au chantier » : ils voient les plus grands s'y amuser et raconter ce qu'ils y apprennent.

Cependant, les jeunes ne viennent pas tous de Cannes-la-Bocca pour faire les chantiers. Certains viennent à CJPCA par le biais de Cannes Jeunesse, association en charge de missions de service public pour la ville, dans la gestion d'activités jeunesse. Des jeunes viennent d'autres quartiers de Cannes, par le biais du club de prévention, des maisons de quartiers, etc.

Les associations de jeunesse travaillent au quotidien entre elles : structures du quartier, club de prévention, associations, CJPCA. La reconnaissance des autres structures de jeunesse de la ville est un élément essentiel à la réussite du projet éducatif de CJPCA. C'est en partie parce que les autres acteurs jeunesse institutionnels et associatifs de la ville recommandent et orientent vers CJPCA qu'il peut y avoir une mixité géographique.

Cette reconnaissance par les acteurs « jeunesse », CJPCA la doit à différents facteurs :

- ✓ Son histoire, liée à l'OMJASE avant qu'elle ne devienne une association indépendante.
- ✓ Sa représentation, dans les lieux de coordinations et de planification de la politique jeunesse de la ville.
- ✓ La pertinence de son action, reconnue au delà de Cannes. A titre d'exemple, la ville de Nice a demandé à l'association de mettre en place une action similaire à Nice. Toutefois CJPCA a estimé que c'était compliqué de se projeter sans partenaires locaux impliqués.

### ***Une confiance entre acteurs qui profite à tous***

A travers ses activités, CJPCA établit une relation de confiance avec l'adolescent et sa famille. Par le biais du jeune, l'association peut rediriger, conseiller des familles, des parents, des aînées ou des cadets dans les fratries, vers d'autres structures quand c'est nécessaire. L'association est en capacité de répondre aux problématiques sociales que rencontrent les jeunes du quartier et dispose de leur confiance car son rôle est bien défini. Ainsi, le partage d'informations permet de faire évoluer et de rendre plus pertinent le travail de chacun.

A CJPCA, l'écoute est constante (c'est l'« étape accueil ») : on peut venir à tout moment demander conseil à l'association qui saura orienter vers d'autres structures, si la question ne dépend pas d'elle. L'association adapte facilement son projet pédagogique aux demandes du quartier. Récemment l'association a ouvert un temps d'aides aux devoirs quand bien même ce n'est pas son cœur de métier.

L'action de proximité agit à plusieurs échelles : elle vise l'apprentissage de la vie (en collectif), l'émancipation par le travail ; elle crée des liens entre les jeunes, avec le quartier et avec d'autres acteurs. En cela le travail accompli par l'association est hybride, entre une approche d'éducation populaire, un travail social, un travail en réseau.



### **Concordia Normandie Maine : Trois formes d'éducation au service d'un objectif commun**

La délégation régionale, Normandie Maine, de Concordia est installée au Mans, dans le quartier des Sablons, depuis 2010. La délégation est logée au rez-de-chaussée d'une barre de 3 étages. Le quartier est socialement meurtri. En 2011, le



taux de pauvreté était de plus de 50%, soit 5.051 personnes sur 9.714 habitants du quartier.<sup>15</sup> A ces difficultés s'ajoutent une présence institutionnelle ou associative assez faible.

L'association a souhaité créer une dynamique positive avec les structures du quartier. Un partenariat ambitieux entre trois formes d'éducation (nationale, spécialisée et populaire) allait naître sur le quartier autour d'un projet avec les élèves de la classe de latin du collège Costa Gravas (collège reconstruit après un incendie criminel en 2010<sup>16</sup>).

### **Établir des partenariats**

Le projet associatif de Concordia n'est pas seulement d'offrir des possibilités de volontariats et d'engagements. L'association souhaite contribuer à des dynamiques locales. L'association explique que pour pouvoir proposer des actions de volontariats à des jeunes, il fallait être identifié par les jeunes et par les structures qui travaillent avec eux. En somme, il fallait être connu par son travail, et le faire dans un maillage cohérent.

Pour cela l'association a développé une manière de faire. Dans un premier temps, elle organise des petits événements fédérateurs (sportifs, festifs, culturels...). Ils permettent de constituer des groupes d'acteurs implantés sur le même territoire qui peuvent devenir ensuite une communauté d'action. Cela revient à une « *forme émergente de l'action collective dans laquelle des individus appartenant à des institutions, des groupes ou des métiers différents entreprennent d'agir ensemble sur un objectif défini en commun.* »<sup>17</sup> Ces événements permettent aussi de tester les partenaires, en vérifiant avec qui se lancer dans des actions plus ambitieuses.

L'association s'est d'abord rapprochée de la prévention spécialisée de la Sauvegarde Mayenne-Sarthe et du collège Costa Gravas dont le directeur est très ouvert à un travail avec les structures extérieures. Des relations interpersonnelles de confiance mutuelle et des envies de se lancer dans des projets plus ambitieux sont nés des petits événements.

Les partenaires ont souhaité associer leurs compétences diverses pour créer une dynamique positive dans le quartier. Pour Concordia, l'intérêt était de réunir trois approches de l'éducation qui peuvent être complémentaires : l'éducation spécialisée et de prévention, l'éducation nationale, l'éducation populaire. Ces trois secteurs ont uni leurs cœurs de métier avec pour objectif commun : la réussite des jeunes.

### **Le projet**

Le projet était ambitieux par la nature du lien entre trois structures qui ne sont pas habituées à travailler ensemble avec une telle implication. Ambitieux par les objectifs mêlés : la réussite éducative, la formation d'un groupe de jeunes, la coopération des parents avec l'école aux côtés des enfants. Ce projet consistait donc :

- pour l'équipe éducative du collège : acquérir des savoirs formels;
- pour Concordia : créer une dynamique de groupe et acquérir une connaissance pratique du sujet grâce à la pédagogie du chantier (faire ensemble) ;
- pour la prévention spécialisée : engager les autres acteurs éducatifs, comme les parents.
- pour les 3 acteurs : déconstruire les stéréotypes sur les jeunes de quartiers, qui n'auraient comme passions que les cultures urbaines, en abordant l'archéologie, discipline pouvant être perçue comme élitiste ;

Ce projet a concerné la classe de latin, en 5<sup>ème</sup> du collège Costa Gravas. Il s'agissait de s'approprier les notions de patrimoine en explorant l'époque gallo-romaine pendant les cours et à l'occasion de chantiers

<sup>15</sup> <https://sig.ville.gouv.fr/Synthese/QP072005>

<sup>16</sup> <https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/incendie-du-college-val-d-huisne-l-enquete-abandonnee-1445017709>

<sup>17</sup> Propos de Yannick Blanc devant le Conseil Économique, Social et Environnemental - juin 2016 - <http://fonda.asso.fr/Pas-de-communaute-de-destin-sans.html>

de fouilles archéologiques. Dans le prolongement, prenait place ensuite un autre chantier archéologique, cette fois à Chypre, dans l'optique d'une mobilité internationale.<sup>18</sup>

### ***Un décloisonnement de l'espace éducatif***

Le projet a débuté à la rentrée 2014. Pendant près d'un an, les élèves et leurs parents se sont rencontrés en dehors du collège dans les locaux de la Sauvegarde Mayenne-Sarthe afin de planifier le projet et de le co-construire avec toutes les parties prenantes. Les associations étaient là pour proposer des pistes et apporter leur expérience du montage de projet : « *il était important pour le projet qu'il ne soit pas construit totalement afin de pouvoir réellement inclure les contributions, et donc la participation de chacun.* »<sup>19</sup>

Parallèlement à ces temps réguliers de rencontre, les élèves ont reçu un enseignement en classe de latin sur l'époque gallo romaine.

En avril 2015, c'est-à-dire sept mois après le début de l'action, les élèves ont participé à un chantier de fouilles archéologiques, pendant 5 jours à Allonnes (Sarthe, à 10 kms du quartier). Les élèves, devenus volontaires, se sont retrouvés dans un cadre autre que celui de l'éducation formelle pour mettre en pratique ce qu'ils avaient appris en classe de latin.

Dans le même temps, la première action d'autofinancement a commencé. En effet, dès le retour du premier chantier, les réunions entre parents, structures et élèves, ont pris un tout autre aspect. L'objectif était de partir une seconde fois sur un chantier de fouilles archéologiques, pendant l'été (juillet) à Aubigné-Racan (50 kms au Sud du Mans), puis de participer à un chantier de fouilles archéologiques à Chypre, dirigé par des archéologues de l'école française d'Athènes.

Au-delà de s'assurer de la présence de tous dans la dynamique du projet, il fallait trouver des financements et préparer un départ plus lointain. La préparation au départ englobait l'accompagnement pour régler des situations administratives, trouver des billets, chercher de l'hébergement, s'informer sur le pays, parler de ses attentes et de ses craintes, etc.

### ***Un autre enjeu : inclure les parents dans l'action***

Concordia souligne que ce projet d'envergure était avant tout un prétexte pour créer une dynamique de solidarité sur le territoire et un moyen de créer des liens entre les parents et leurs enfants. L'objectif de l'association était de casser des situations d'isolement bien connu des sociologues qui observent les quartiers populaires. Les rencontres régulières entre les parents, les élèves et les acteurs éducatifs en dehors de l'école ont été essentielles à la réussite du projet.

### ***L'autofinancement comme outils d'inclusion***

La recherche d'un autofinancement a contribué à souder les parents autour du projet avec trois actions principales :

- Des ventes de gâteaux, dont l'une à l'occasion d'une bourse aux livres ;
- Les recettes d'un tournoi de foot organisé dans le quartier (inscription et repas payants), avec l'aide des commerçants alentours.

Toutes ces actions ont permis de récolter plus de 4% des 26.000 euros du budget total. Bien que ces recettes soient très importantes, les activités ont permis d'impulser une dynamique collective assez rapidement et de rythmer les temps entre les chantiers. Elles ont permis d'inclure les parents dans la

---

<sup>18</sup> Dans son article *Mobiliser les quartiers populaires*, Julien Taplin décrit la façon dont le « community development » (cf supra discours de Lamy à propos du rôle des préfets dans le « community organizing ») valorise les personnes ou structures considérées comme étant les plus exemplaires d'un quartier par les super structures pour faire émerger des modèles positifs à l'échelle du quartier. Le choix de la classe de latiniste pourrait rentrer dans cette logique..  
URL: <http://www.laviedesidees.fr/Mobiliser-les-quartiers-populaires.html>.

<sup>18</sup> Entretien avec Guillemette Champ, déléguée régionale de Concordia Normandie Maine.

préparation du voyage. Les parents, en l'occurrence surtout les mères, pouvaient se sentir gratifiées et reconnues par leur contribution. Cela a aussi permis aux parents de rentrer dans l'école et d'y trouver une place, seuil qu'elles pouvaient avoir du mal à franchir auparavant.

### ***Un projet qui permet de construire des groupes***

Ce projet n'a pas été au bénéfice des seuls élèves par l'acquisition des connaissances. Il a permis de construire des ponts grâce aux moments de rencontre :

- entre les élèves qui ont constitué un groupe solide, avec des expériences fortes vécues en commun,
- entre les parents qui se sont mieux connus et qui ont identifié deux associations de confiance dans leur quartier : la Sauvegarde de la Sarthe et Concordia. Celle-ci offre à tous d'autres perspectives pour développer des projets de groupes sur le quartier, des programmes de mobilité en France et dans le monde par le chantier ou d'autres formes d'engagement comme le Service Civique, le SVE etc.

Ce projet est aussi extrêmement puissant par les relations partenariales qui se sont créées entre les trois porteurs du projet et par la place prise par chacun :

- le club de prévention peut intervenir quotidiennement sur le collège, y animer des ateliers de sensibilisation au droit, parler aux élèves sans qu'eux mêmes questionnent leur présence (ils étaient présents lors de la vente de gâteaux).
- le collège et Concordia peuvent faire appel au club de prévention pour accompagner des jeunes qui traverseraient des difficultés, comme le décrochage scolaire, etc.
- Concordia est identifié positivement sur le quartier et collabore étroitement avec le collège et le club.

En somme, ce projet a permis de nouer des liens solides entre les acteurs du quartier et les habitants. Un maillage créé et consolidé par l'action.

### ***Des freins sérieux persistents***

L'action a révélé tout de même des freins sérieux à son bon déroulement. Le projet aurait pu échouer si les partenaires du projet n'avaient pas reçu l'appui d'une personne de la préfecture pour leur apprendre l'existence d'un programme pouvant soutenir leur projet, programme peu connu par les acteurs du territoire y compris par les fonctionnaires de l'État.

Certains jeunes de la classe de 5<sup>ème</sup> avaient des situations administratives qui ne leur permettaient pas de quitter facilement le territoire, ni de revenir sans difficultés. Ainsi, il a été très difficile de faire partir une partie des jeunes, voire impossible pour quelques-uns.

Les différences de situation administrative peuvent causer bien des dommages : elles créent des difficultés ou des inégalités financières, familiales, administratives. Elles freinent la construction de référentiels communs.

Les partenaires ont évidemment trouvé une parade pour inclure d'une autre manière ces jeunes qui ne pouvaient quitter le territoire. Les « infortunés » ont été chargés de mettre à jour le blog avec les aventures de leurs camarades avec qui ils s'entretenaient quotidiennement par téléphone.

Ces exemples montrent qu'une implantation permanente permet de multiplier les partenariats et les actions. Grâce à la confiance qui s'instaure au fil du temps, des relations fortes se créent entre acteurs, habitants, partenaires.

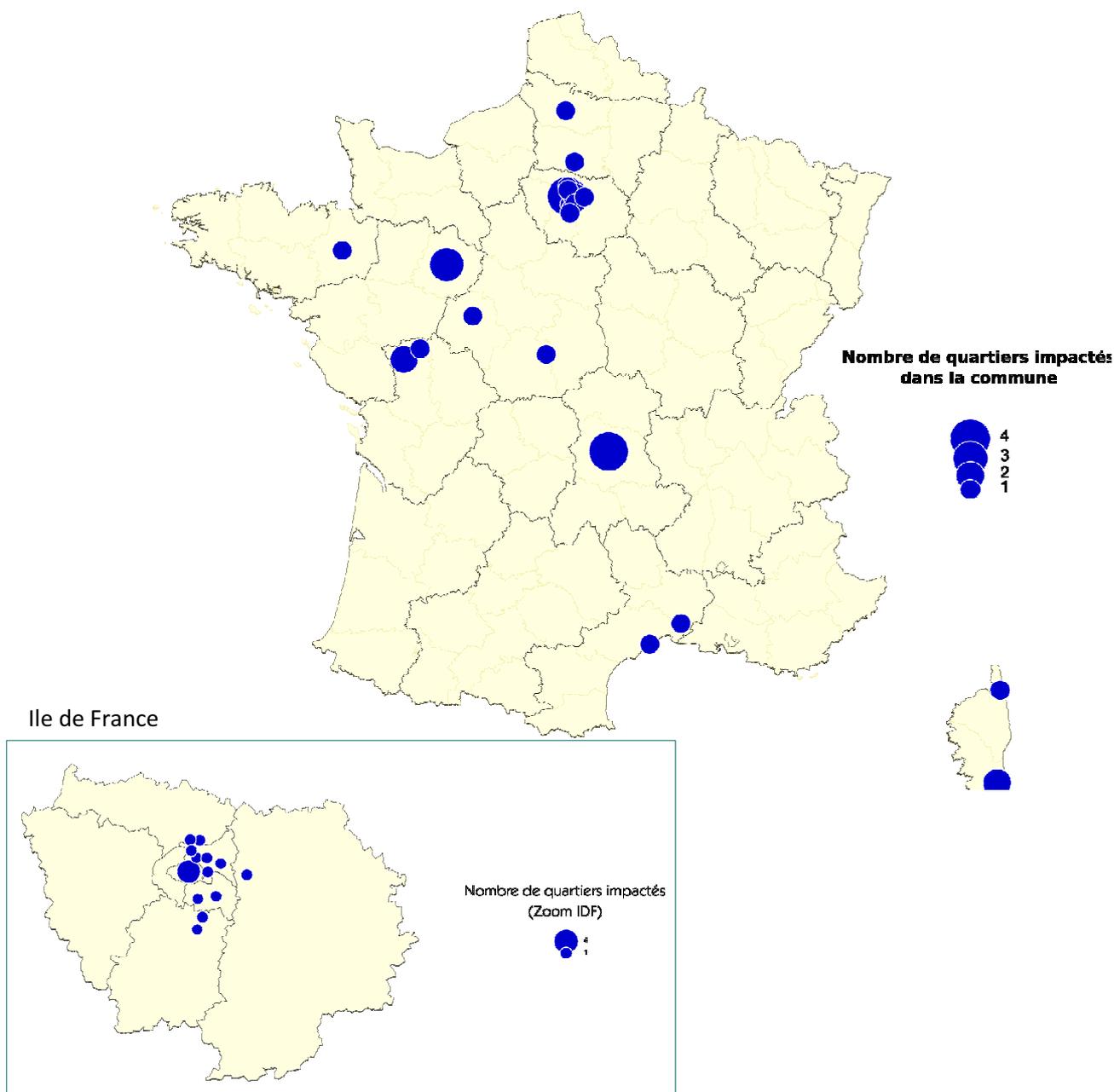
### 3.2. LES ACTIONS PONCTUELLES D'ANIMATION DANS LES QUARTIERS

Nous avons vu précédemment comment, par une implantation permanente dans un quartier, des associations avaient développé leur projet.

Toutefois, sans résider dans un quartier, les associations peuvent mettre en place des actions ponctuelles qui contribuent à son animation, avec des temps forts, comme c'est le cas avec un chantier international de bénévoles. Le chantier prend place dans un projet de la commune, du quartier. L'action peut être répétée dans le temps.

Nous constatons que souvent, telle ou telle commune, après avoir accueilli un chantier international de bénévoles, s'intéresse à prolonger autrement la dynamique créée avec les jeunes locaux. Le chantier devient ainsi un levier à d'autres actions qui prennent place pendant l'année.

QUARTIERS IMPACTÉS PAR LES ACTIONS PONCTUELLES DES ASSOCIATIONS



Nous présentons ci-après un aperçu non exhaustif de quelques actions.

### 3.2.1. Patrimoine en ville

L'organisation de chantier sur des lieux de patrimoine permet à chacun, jeunes et moins jeunes de s'approprier l'histoire d'un lieu, de faire sien un élément de patrimoine et le concept même.



#### **Murs à Pêches, Montreuil**

*Sur le plateau de Montreuil (Seine-St-Denis), en plein quartier prioritaire [QP : Bel Air-Grand Pêcheur – Ruffin – Le Morillon] s'étendent les murs à pêches. Cet espace constitué de parcelles a produit pendant des siècles des pêches, des poires, des pommes, des fleurs, des plantes aromatiques et médicinales, et a fait vivre des générations entières de paysans montreuillois jusqu'au milieu des années 1950.*

*L'association « Murs à Pêches » réhabilite et entretient les murs en pierre.*



Les « murs à pêches » à Montreuil témoignent du passé agricole de la ville de Montreuil depuis le XVème siècle. Ils sont une trace de l'excellence maraîchère du bassin francilien et de la réputation des pêches de Montreuil qui rayonnait dans toute l'Europe, à l'époque où Montreuil était la ville des vergers du roi de France. Lorsqu'en 1994, 80% de la zone des murs à pêches deviennent urbanisables, un ensemble d'associations se crée pour préserver le site. Elles veillent aujourd'hui à ce que les habitants du quartier s'approprient leur patrimoine.

Afin d'entretenir le lieu et de le faire connaître, l'association des Murs à pêches de Montreuil organise chaque année un chantier de bénévoles. Il permet d'entretenir les enceintes du site et de transmettre des techniques de restauration : réhabilitation des murs en pierre, moulage et pose des chaperons, etc.

Le patrimoine bâti est ancré au territoire et permet l'appropriation d'une histoire qui devient commune à tous les habitants.



#### **Redoute de la Butte Pinson**

*Au Nord de Paris, le fort de la Butte Pinson est à cheval sur plusieurs communes et deux départements : Pierrefitte, Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), Groslay et Montmagny (Val-d'Oise). Ce fort a été construit après 1870 pour protéger Paris, puis utilisé pendant les deux guerres mondiales. Le fort est situé au sommet de la butte, dans un espace forestier, non loin de quartiers prioritaires et au cœur d'un projet de parc régional. Depuis dix ans, les chantiers internationaux contribuent à sa restauration dans le but de l'ouvrir au public.*

Le chantier international de la Butte Pinson est organisé par Vir'Volt, délégation de Solidarités Jeunesse en Ile-de-France. Il rassemble des bénévoles internationaux et des jeunes venus des quatre communes du Syndicat Intercommunal qui entretient le fort. Le chantier est ouvert à tous, de manière à ce que les jeunes des quartiers prioritaires de Lochère et Centre ville donnent leur coup de main aux rénovations. Johan a fait trois chantiers sur la Butte car c'est une « bonne expérience » qu'il a poursuivie en participant à d'autres chantiers en Suisse, Belgique et Écosse.



Pour le responsable du point info jeunesse de Villetaneuse, l'action a permis aux jeunes d'acquérir des responsabilités. « C'est une véritable école de l'éducation et de l'échange. » Et cela, malgré la barrière de la langue qui sépare les jeunes des quartiers des jeunes internationaux.

### 3.2.2. Entretenir les biens communs

Cette logique d'appropriation est aussi rendue possible grâce à des projets pour aménager le cadre de vie et rénover des espaces communs.



### Quartier des Vergnes, Clermont Ferrand

*Le quartier des Vergnes se situe à Clermont-Ferrand dans les quartiers Nord, classés prioritaires. C'est une zone résidentielle avec de nombreux immeubles. La maison de quartier où se rencontrent les habitants et où s'organisent divers évènements (fêtes, sports, réunions...) joue un rôle important. C'est un lieu ouvert aux associations, comme aux particuliers.*

L'association Jeunesse et Reconstruction a fait des chantiers dans le quartier prioritaire Nord de Clermont-Ferrand. L'objectif était d'embellir la maison de quartier : nettoyage des parties communes, peinture, carrelage de la cuisine et des sanitaires. Le groupe était constitué de 10 jeunes pour moitié venus de l'étranger, l'autre moitié étant des jeunes du quartier. L'action a créé une belle expérience humaine, faite de solidarité, de travail, partage et rencontres. Elle a permis de nouer des liens interculturels forts et une mixité sociale a pris forme.



Pour l'adjointe au maire cette action est bénéfique : « Ces quartiers se sentent isolés. Le chantier est une première étape qui a permis des échanges entre les habitants, les familles et les jeunes. Les jeunes qui se sont investis dans le chantier respectent les lieux. Cette réalisation leur a permis de laisser leur trace tout en apprenant des techniques utiles. On sent leur fierté. »



### Chantier éducatif, Aubervilliers

*A Aubervilliers, la Maison Pour tous Henri Roser est un centre social dans le quartier du Landy - Cristino Garcia qui est en pleine rénovation urbaine. Le lieu a été choisi pour un chantier avec les jeunes du quartier, car l'espace qui jouxte le centre social est un lieu de passage très utilisé par les habitants, ce qui donne une bonne visibilité à l'action.*



8 jeunes du quartier, âgés de 16 à 26 ans, ont été fiers d'avoir rénové les murs du centre, tout en faisant plaisir aux habitants qui ont apprécié cet embellissement.

L'association Etudes et Chantiers cherche à agir pour améliorer le cadre de vie par des chantiers internationaux de bénévoles, des ateliers et chantiers d'insertion ou par des « chantiers éducatifs ». Les dynamiques de groupes ne sont pas les mêmes, mais les objectifs sont identiques : permettre à chacun de développer des savoirs et des savoir-faire et rendre les personnes autonomes dans la gestion et la réussite de leur vie professionnelle, sociale et citoyenne. Les actions se situent dans plusieurs quartiers en politique de la ville de différentes régions.

Les chantiers éducatifs visent à impliquer les jeunes résidents d'un quartier pour améliorer et embellir leur cadre de vie, réaliser un projet collectif d'intérêt général, découvrir des compétences pour faire des enduits, du carrelage, des arts décoratifs... L'idée sous jacente est que la contribution des résidents à ces travaux de remise en état d'espaces collectifs entraînera plus volontiers une appropriation des lieux.

### 3.2.3. Essaimage d'expérience



### Maison des Volontaires, Paris

*La Maison des Volontaires (MdV) est née de la volonté de l'association Concordia de développer les volontariats en milieu urbain en facilitant l'hébergement des volontaires. Elle est située au milieu du quartier Bédier - Boutroux dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. La MdV propose à la fois des solutions d'hébergement pour les volontaires à Paris, tout en étant un espace collectif de montage de projets par les volontaires avec le quartier où ils résident.*



Le projet est parti d'un premier constat : il existe de multiples occasions de développer des actions dans les quartiers populaires parisiens et franciliens, mais il est très difficile de loger un volontaire ou un groupe de volontaires.

L'association « La Maison des Volontaires » s'est donc créée et a trouvé un lieu en 2015. La MdV contient aujourd'hui deux volets : le logement des volontaires français et internationaux en Service Civique ou en Service Volontaire Européen et conjointement faire que cette présence de volontaires soit bénéfique dans le quartier où ils résident : avec les associations locales, les habitants. En effet, les volontaires apportent une énergie nouvelle sur le quartier et se lient aux initiatives locales. Cette liaison ambitionne de décloisonner les actions associatives pour contribuer à un maillage des structures du quartier : centres sociaux, régies de quartier, clubs de préventions, AMAP, association culturelle ou de solidarité,... La diversité des acteurs ne manque pas et le volontaire vit au cœur de la dynamique locale en s'investissant un nombre d'heures donné sur le quartier, en plus de sa mission de volontariat.

La Maison des Volontaires est un lieu de vie où fourmillent les idées. Chaque mois, les volontaires se retrouvent pour faire partager leur projet de volontariat et tentent de construire des ponts entre leurs actions : ils les présentent aux autres volontaires, aux associations et aux habitants du quartier : par exemple, une volontaire travaillant au GISTI<sup>20</sup> a organisé une exposition pour montrer la réalité de l'incarcération.

### 3.2.4. Expériences alternatives

Les membres du réseau Cotravaux développent des initiatives pour proposer des activités ludiques avec les habitants des quartiers, activités parfois itinérantes : réalisation de fresques, animations avec les enfants, etc.

L'activité itinérante permet de toucher un grand nombre d'endroits et de multiplier les occasions de partage et de transmission.



#### Animations itinérantes

*La Colporteuse, dans les Deux-Sèvres, association membre de l'Union REMPART, a défini son projet comme « un lieu ouvert et allant vers » la rencontre des personnes. C'est pourquoi elle transporte ses animations au plus près de la population. Dans cet esprit, elle a construit des caravanes : « les caravanes colporteuses se posent et proposent une pause » dans les quartiers comme à Valette (quartier de Bressuire) ou aux Capucins (à Thouars).*



Plusieurs animations ponctuelles, mais hebdomadaires ou sur plusieurs jours consécutifs, viennent dans les quartiers : chantiers participatifs (constructions pour servir de mobilier urbain, ateliers de couture, de tricot), cirque, ou animations : la boîte à rêves (jeux en bois géants), la planète bulle (contes et bulles de savon géantes).

Les caravanes se posent sur une place et s'adressent à tous les âges. Ces projets suscitent beaucoup d'enthousiasme parmi les habitants, malgré la difficulté pour l'association de les fidéliser dans ses actions. Mais le rêve se poursuit...

<sup>20</sup> Le Groupe d'information et de soutien des immigré·e·s (GISTI) milite pour l'égal accès aux droits et à la citoyenneté sans considération de nationalité et pour la liberté de circulation.

### 3.2.5. Actions festives

La pédagogie du chantier trouve aussi sa place dans des événements comme la préparation des festivals. Un festival a cela de particulier qu'il demande beaucoup de préparation en amont et un besoin soudain de « force de travail » pour l'installer. Le chantier de bénévoles peut mobiliser une équipe sur un temps donné (deux à trois semaines) qui correspond à ce besoin de coup de main renforcé. Les bénévoles ou volontaires peuvent apporter une fraîcheur indéniable et profiter d'un moment festif. Les jeunes mobilisés de la commune participent à un moment d'effervescence et de liesse collective qui marque les esprits.



#### **Le Festi'Val Fraîcheur de Torcy**

*Le festival de Torcy (Seine-et-Marne) est un festival de culture urbaine qui a quatre années d'existence. Il se tient au théâtre de verdure, en bordure du quartier prioritaire de l'Arche Guédon. Les organisateurs, A coup d'Zik, Évasion Urbaine et Hard Déco, veulent en faire un événement festif, artistique, solidaire, citoyen. Ils encouragent les pratiques culturelles, invitent les jeunes talents sur une grande scène, créent un espace d'échanges entre habitants et associations. Le Festi'Val crée une émulation dans laquelle les associations et la commune s'impliquent beaucoup.*

Des chantiers de bénévoles ont eu lieu en 2015 et 2016 pour préparer le festival : installations et décorations, mobilier à palettes... L'équipe bénévole était composée de jeunes internationaux et de jeunes du quartier de l'Arche Guédon.

La dynamique d'inclusion est impressionnante, au milieu de ce quartier prioritaire. « A Torcy, il y a un vrai effort pour impliquer les jeunes de la commune, pour que ce soit leur événement », témoigne le délégué de Vir'Volt<sup>21</sup>. Les organisateurs veulent donner une dimension internationale au projet, faire venir des volontaires du monde entier pour que le festival devienne un événement de culture urbaine et internationale.



#### **Le Festival du Roman Noir**

*Le Festival International du Roman Noir (FIRN) existe depuis 1998 et se tient à Frontignan (Hérault). Depuis maintenant 13 ans, un partenariat s'est construit avec Concordia Sud-Est pour la mise en place d'un chantier international de bénévoles : le groupe aide aux préparatifs du festival (distribution des affiches et des flyers, réalisation des décors) ; des jeunes « avec moins d'opportunités » du quartier prioritaire Des Deux Pins y participent.*

Les rôles sont bien identifiés. L'association Concordia Sud-est organise le chantier et facilite la venue de douze volontaires internationaux (moitié du groupe). La Mission locale d'Insertion et le Service Jeunesse de Frontignan cherchent les douze jeunes du quartier des Deux Pins qui seront motivés à participer au chantier. Tous les volontaires vivent ensemble pendant trois semaines, participent à la construction des décors le matin et l'après midi, organisent leurs loisirs, leurs repas etc. L'ambiance internationale du festival, ajoutée à celle du groupe, permet d'intégrer autrement les jeunes du quartier à des activités, de lutter contre leur isolement, de travailler les aspects interculturels.

Ces premières formes d'actions sont basées sur une approche territoriale : choix des associations de s'implanter dans les quartiers prioritaires par de structures permanentes, choix de venir plus ponctuellement réaliser des actions.

Dans tous les cas, le maillage avec d'autres acteurs du territoire s'impose pour donner du sens aux actions.

<sup>21</sup> Délégation Ile de France de Solidarités Jeunesses

### 3.3. LES EFFETS DES ACTIONS

#### La mixité sociale

La mixité à l'intérieur d'un groupe, au travers d'une action comme le chantier qui réunit des personnes de nationalités, d'horizons et d'âges différents, a un impact important sur les jeunes des quartiers.

La question de l'inclusion se vit dans le quotidien : la confection et le partage des repas, le travail, la gestion de loisirs. Vivre ensemble permet de dépasser les préjugés. C'est ainsi que l'a ressenti Diaoué, pendant son volontariat dans plusieurs lieux d'accueils de Solidarités Jeunesses, au contact de volontaires étrangers.

*« Ça m'a ouvert l'esprit ; j'ai un regard différent sur les autres cultures. Je ne pense plus comme avant et ne me dis plus : les espagnols ils sont comme ça. Ça a changé ma manière de penser : j'ai essayé de comprendre les gens et leurs cultures avant de me faire mon propre avis. »<sup>22</sup>*

#### La composition internationale du groupe : une ouverture aux autres qui suscite des envies

Rencontrer des personnes de pays différents, vivre avec eux, présenter sa culture, cuisiner un plat « national » ou familial, comme s'approprier une recette inconnue, apporte un éclairage sur sa propre culture : il faut l'expliquer à d'autres et se situer par rapport à elle.

Cette expérience permet d'ouvrir ensuite des possibles et de concevoir par exemple d'aller en Espagne, en Allemagne, en Russie, pour retrouver des personnes de ces pays. Cette expérience amène à se représenter le monde de manière totalement différente. Le jeune n'est plus fermé sur lui-même, mais ouvert sur le monde.

Diaoué <sup>23</sup> souhaite d'ailleurs se rendre en Arménie et en Espagne pour y retrouver les amis qu'il a rencontrés à Vaunières (Hautes-Alpes), au Village des jeunes (délégation de Solidarités Jeunesses en PACA).

#### Un regard neuf sur sa ville

Ces expériences ne changent pas seulement le rapport au monde : c'est aussi porter un regard neuf sur son propre territoire. En accueillant des bénévoles ou volontaires d'autres régions et d'autres pays, les jeunes redécouvrent leur quartier au travers des nouveaux regards. Les bénévoles, en particulier internationaux, veulent « tout voir » là où les habitants ne voient que l'habituel dont on peut être blasé, comme par exemple aller à la maison de quartier assister à un concert.

---

<sup>22</sup> Entretien avec Diaoué, résidant dans un quartier prioritaire de Bobigny, et volontaire en 2015 pendant 6 mois, dans le projet Katimavik de Solidarités Jeunesses. Voir page 29.

<sup>23</sup> id.

# LES ACTIONS DE MOBILISATION

La volonté des associations est que toute personne doit pouvoir accéder aux actions qu'elles mettent en place.

Pour atteindre cet objectif, les associations ont développé de nouvelles actions pour mobiliser des publics et des partenaires.

- des **actions de sensibilisation** qui ont de multiples fonctions en permettant :
  - à des personnes éloignées des démarches d'engagement et de volontariat de les découvrir ;
  - de nouer des partenariats, de sensibiliser les professionnels en contact avec des jeunes, et leur faire découvrir ce que des expériences de travail volontaire peuvent apporter aux jeunes.
- des actions qui favorisent la **mobilité** : dans d'autres régions de France ou vers l'international.

## 4.1 LES ACTIONS DE SENSIBILISATION

Là encore les modes d'actions sont divers selon que la sensibilisation au volontariat se passent dans un lycée, dans une mission locale, dans un centre social ou une Maison des Jeunes et de la Culture.



### Ateliers de sensibilisation dans les quartiers prioritaires

L'association Etudes et Chantiers dans le Grand Est mène un atelier de sensibilisation sur la question de la mobilité, en partenariat avec une Maison des Jeunes et de la culture, dans le quartier prioritaire du Plateau de la Haye, au Nord de la ville de Nancy. Ce quartier se situe sur les hauteurs de Nancy, avec deux grandes barres d'immeubles<sup>24</sup>. Il bénéficie d'un grand plan de réaménagement pour «recoudre le tissu urbain d'un pan de ville de 14.300 habitants avec le reste du territoire.»<sup>25</sup>

L'association utilise des éléments de pédagogie active en demandant aux participants de faire le lien entre leur expérience de vie et la notion de mobilité. Ce qui est frappant avec les jeunes, c'est qu'une bonne partie d'entre eux viennent de familles immigrées qui vivent dans le quartier depuis quelques décennies. Ils sont capables de retracer les parcours de chaque membre de la famille « Par contre ils n'ont pas forcément d'expériences individuelles et ont une façon de se représenter le monde centré sur leur quartier ».<sup>26</sup>



Après cet atelier où les jeunes dessinent leurs déplacements dans divers lieux, l'association présente les opportunités d'engagements et de mobilités qu'elle propose : chantiers internationaux de 2 à 3 semaines, volontariats plus longs (certains pouvant être dans des cadres comme le Service Civique ou le Service Volontaire Européen).

Se déplacer dans un quartier pour parler à des jeunes des parcours qui peuvent exister n'est pas une stratégie suffisante car elle est difficilement démultiplicatrice. Ce n'est donc pas la seule stratégie que les associations mettent en place pour motiver des jeunes.

<sup>24</sup> Barres réputées pour être les plus longues de France : le Cèdre Bleu (400 mètres), le Tilleul argenté (300 mètres).

<sup>25</sup> [http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/22/a-nancy-un-nouveau-quartier-pour-changer-l-image-du-plateau-de-haye\\_4371636\\_3234.html#hcJbGWyVcDkLrzgi.99](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/22/a-nancy-un-nouveau-quartier-pour-changer-l-image-du-plateau-de-haye_4371636_3234.html#hcJbGWyVcDkLrzgi.99).

<sup>26</sup> Entretien avec Rémy Bourgeois, animateur à Etudes et Chantiers Grand-Est.



## Action « Patrimoine et Insertion », Union REMPART

L'Union REMPART a souhaité adopter une politique proactive en faveur des personnes qui ne seraient pas familières avec la notion de patrimoine. Pour REMPART, le patrimoine est un support pédagogique qui permet de faire société : « *Un projet REMPART, c'est surtout un idéal qui se concrétise dès lors que les individus s'unissent et agissent ensemble autour d'un projet sur le patrimoine, pour une société plus juste, plus fraternelle et plus solidaire.* »<sup>27</sup>

L'Union REMPART a cherché à toucher des jeunes pour les sensibiliser au patrimoine et à ses métiers, à les remobiliser dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle. Pour se faire, REMPART a développé un réseau de partenaires avec des synergies entre professionnels du patrimoine, de l'insertion et de l'emploi. Elle travaille aujourd'hui avec 45 partenaires locaux.



Plutôt que des discours sur le patrimoine, l'association a conçu un parcours qui permet de comprendre progressivement ce qu'est le travail bénévole, un chantier patrimoine, en instituant différentes étapes.

1. Un représentant de l'Union REMPART vient dans une mission locale pour un temps d'information et de sensibilisation. Cette séance utilise des outils d'éducation populaire et enjoint à la participation.
2. Ensuite, ceux qui le souhaitent participent à une journée découverte. Cette journée se passe sur un site proche de chez eux. Les participants découvrent tous les aspects d'un projet patrimoine de REMPART : l'histoire du lieu, les techniques traditionnelles de restauration en expérimentant une technique spécifique, des professionnels et des métiers, l'esprit collectif avec notamment un repas partagé. Les participants partent avec une production qu'ils ont réalisée pendant la journée.
3. A la suite de cette journée, les participants peuvent participer à un chantier de bénévoles en connaissance de cause.

Vient le temps du bilan, organisé avec la structure partenaire et les jeunes qui ont vécu l'expérience du chantier, occasion de dresser la liste des apprentissages, des savoir-être et des difficultés rencontrées.

Ce processus permet à des personnes qui peuvent avoir des réticences *a priori* à venir sur un chantier (ne sachant pas trop de quoi il s'agit) de se lancer, puis d'intérioriser progressivement la notion de patrimoine, tout en s'inscrivant dans un parcours d'insertion et une démarche citoyenne.

Ainsi depuis le début de cette action en 2011, 1.229 jeunes ont été sensibilisés, 661 sont venus sur une journée découverte et 386 sont partis en chantier. 31% des personnes sensibilisées sont donc partis en chantier, ce qui n'est pas négligeable.

### **Prise en compte structurelle des personnes éloignées des démarches d'engagement**

Avec « Patrimoine et Insertion », l'Union REMPART a voulu lever tous les freins possibles à la participation à un chantier de REMPART : le manque d'informations est comblé par les séances de sensibilisation et de découverte ; les freins financiers sont levés par une bourse de mobilité qui prend en charge les frais de séjour et de déplacement grâce à la mobilisation d'un ensemble large de partenaires financiers.

Le développement de l'action et des partenariats avec des structures sociales, éducatives, ou de prévention a engagé une dynamique de fond pour un meilleur accès de tous au patrimoine.

Ainsi, en 2016, 93 personnes venant de quartiers politique de la ville ont participé à un projet REMPART. Ces chiffres montrent deux choses :

- des partenariats qui se sont construits et étendus dans l'espace urbain : en quartiers prioritaires ou limitrophes ;
- un recoupement de la question sociale et territoriale avec une progression du nombre de jeunes avec moins d'opportunités et issus de quartiers prioritaires de la politique de la ville.

<sup>27</sup> REMPART 50 ans, texte pour l'anniversaire de l'association.

### Volontariat pour Tous, Solidarités Jeunesses



Solidarités Jeunesses a dédié un poste pour faciliter l'intégration des personnes qui sont éloignées de la démarche des chantiers, et du volontariat en général. Le travail consiste aussi à se lier sur le terrain à un ensemble de partenaires. Afin de lever les freins financiers au volontariat, Solidarités Jeunesses utilise en priorité le Service Volontaire Européen - court terme pour permettre à des jeunes de faire leur volontariat.

Quelques données :

- Parmi les bénévoles franciliens inscrits en 2016, tous volontariats confondus, 4,6% venaient de quartiers prioritaires.
- Pour les personnes qui ont effectué un SVE court terme, 25% étaient issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville.



### Journées Chantiers, CORAC



Pour la Commission Régionale des Associations de Chantiers [CORAC]<sup>28</sup>, en région PACA, viser les jeunes des quartiers a toujours représenté un enjeu. Cependant, il manquait un réseau de partenaires. C'est pourquoi la CORAC a mis en place une action de sensibilisation de grande ampleur à destination des jeunes des quartiers prioritaires avec des journées de chantier. Des jeunes et leurs encadrants sont invités à participer à une journée pour découvrir ce qu'est un chantier de bénévoles.

La journée type était constituée d'un temps de travail, d'un repas partagé, d'un temps de détente.

L'expérience a été une vraie réussite pour le groupe de l'école de la Deuxième Chance de Marseille, car elle a permis de lever des freins, notamment celui de la mobilité, en faisant sortir les jeunes de leur quartier pour participer à différents chantiers d'été sur toute la région.<sup>29</sup>



Les chiffres montrent que les associations mettent en place des démarches volontaristes et qu'elles parviennent ainsi à toucher des publics spécifiques. Cependant les publics présentant des difficultés sociales se trouvent dans des ensembles plus larges que les bornages de la politique de la ville

Des méthodes actives de sensibilisation permettent de faire comprendre par du vécu ce que signifie les engagements bénévoles et volontaires. Elles permettent d'avoir des résultats tangibles : les jeunes et les professionnels adhèrent. Toutefois ces initiatives sont assez coûteuses et nécessitent des mobilisations en ressources humaines.

## 4.2. UNE INITIATION À LA MOBILITÉ

Les bienfaits d'une mobilité ont été mis en avant ces dernières années : en 2013 mise en place du Comité Permanent de la mobilité européenne et internationale (issu du Plan Priorité Jeunesse) ; en 2015, comités régionaux et plateformes d'acteurs de la mobilité en région ; même année, les contrats de ville incluent les enjeux de la mobilité... Ces mesures envoient un message fort de la part des institutions en faveur de la mobilité des jeunes.

<sup>28</sup> La Corac est le collectif régional de Cotravaux en PACA.

<sup>29</sup> Entretien avec François Grouard, chargé de mission École de la Deuxième Chance Marseille.

La mobilité peut beaucoup mais ne peut pas tout. Le sens que l'on donne à l'action, la manière de réaliser cette mobilité sont tout aussi importantes.

La mobilité, ou du moins le fait d'aller ailleurs réaliser une action de travail volontaire, est un élément important pour les associations de Cotravaux. C'est une possibilité de découverte, d'émancipation qui permet de découvrir d'autres personnes et d'autres lieux ; de comprendre sa place dans la société et d'y prendre une place. Cette conception de la mobilité fait aussi sens pour des actions en politique de la ville.

La mobilité, ce n'est pas seulement aller vers un extérieur inconnu et abstrait, une sorte d'exil. C'est intégrer une action en interaction avec d'autres personnes : on parle alors d'une mobilité inclusive.

Les associations sont moins intéressées à rendre mobiles ou plus flexibles les personnes dans le but d'une meilleure employabilité, que de permettre à chacun d'être libre et autonome dans ses choix de vie, par des expériences dans d'autres lieux. Les expériences doivent permettre de mettre de la distance pour mieux revenir, de se situer, et de pouvoir construire son parcours de manière autonome en ayant conscience de l'altérité.



### **Katimavik - Une mobilité en groupe**

L'association Solidarités Jeunesses est mobilisée depuis plusieurs années sur le fait de rendre accessible à tous les expériences de volontariat. En 2014, elle lance le projet Katimavik : pendant 6 mois, un groupe de jeunes des quartiers prioritaires qui ne se connaissent pas, participent aux projets de 2 - 3 délégations régionales de l'association en France. L'action se conclut par un chantier international durant un mois, en Écosse.

L'association a pensé que pour parvenir à des expériences réussies, il valait peut-être mieux commencer par une mobilité en France, avant d'aller vers une mobilité internationale.

*« L'idée c'est qu'au travers de l'apprentissage de la mobilité, tu renforces ta confiance en toi et ta capacité à construire un parcours personnel (et / ou professionnel), et surtout à être autonome dans la construction de ta vie. On articule cette mobilité avec un apprentissage interculturel ce qui contribue, pour l'association, à faire avancer la paix dans le monde. »<sup>30</sup>*



Pour recruter les jeunes, Solidarités Jeunesses (SJ) a activé ses réseaux et s'est rendu à des réunions d'informations chez des partenaires comme la mission locale du Blanc Mesnil, l'Antenne Garantie jeune de Bobigny, le Club de prévention Arrimage de Pavillons-sous-Bois, le club de prévention les Réglisses à Montfermeil.

Les futurs volontaires intéressés se mettent en contact avec SJ. Ils vont suivre des journées de préparation au départ pour exprimer leurs craintes, leurs attentes, être bien conscients de ce vers quoi ils s'engagent : être en groupe, aller dans différentes délégations régionales, vivre ensemble pendant 6 mois. Le groupe de volontaires reste 2 mois dans chacune des délégations visitées. La dernière étape est le chantier de trois semaines en Écosse.

L'association avec ses partenaires a monté financièrement le projet en combinant plusieurs dispositifs. Les volontaires sont en Service Civique. La mobilité européenne est facilitée par le Service Volontaire Européen - court terme. La Direction régionale jeunesse, sports et cohésion sociale, apporte un soutien via le fonds d'expérimentation jeunesse.

<sup>30</sup> Entretien avec Eric Palange, coordinateur du Volontariat pour Tous, Solidarités Jeunesses.

La première difficulté pour les délégations qui accueillent est celle de former le groupe. « *Ils étaient plus liés avec les autres volontaires des délégations qu'entre eux. Ce n'était pas normal parce que le groupe à former était le leur. Ils devaient résoudre les problèmes entre eux, travailler ensemble. Alors nous avons œuvré à la cohésion de groupe.* »<sup>31</sup>

Le Centre d'accueil de Beaumotte indique que le bilan a été très positif pour les volontaires internationaux. Au-delà des rencontres de personnes, les volontaires internationaux présents à Beaumotte ont accueilli les volontaires du projet Katimavik et ont été heureux de pouvoir parler français et partager la culture française.

Puis le groupe est parti en Écosse. Diaoué s'en souvient : « *J'ai un exemple qui me reste encore dans la tête. En Écosse, avec un autre volontaire, nous faisons de la peinture en bordure de la rue. Une voisine est venue nous apporter des gâteaux. Franchement, ça ne m'est jamais arrivé en France. Je m'en rappelle encore aujourd'hui... Les gâteaux sont tous partis tellement ils étaient bons.* »<sup>32</sup>

### **Une itinérance qui a fait trait d'union**

Le caractère itinérant du projet a apporté à l'association Solidarités Jeunesses des histoires partagées. En effet, le groupe de volontaires en allant d'une délégation à l'autre a apporté des histoires, des nouvelles. Le groupe devient un groupe commun aux délégations qui l'ont rencontré et qui l'ont vu évoluer.

### **Un lien qui se crée avec l'association**

Bien que le temps du volontariat se soit terminé en mai 2015, les 5 anciens volontaires du groupe sont venus à une fête au siège de l'association, fin 2016. Les mêmes jeunes s'étaient rendus auparavant à un week-end surprise du centre d'accueil, en Franche Comté.



### **Une mobilité qui permet l'acceptation de l'altérité**

*Le Service Civil International (SCI) - Région Nord travaille régulièrement avec des jeunes des quartiers prioritaires de Lille métropole. La mobilité est utilisée comme un moyen de casser des stéréotypes et de s'ouvrir au monde. 40% des jeunes qui participent aux projets sont des jeunes « avec moins d'opportunités ». Le SCI Nord a des partenariats avec diverses structures sociales, clubs de prévention de la région, comme le club de prévention spécialisée Horizon 9 qui intervient sur les communes de Hem, Roubaix et Wattrelos où les habitants ont des « fragilités » : fort taux de chômage, familles monoparentales, jeunes sont en décrochage scolaire ou sans papiers.*

Le SCI mène plusieurs projets qui accompagnent des jeunes vers la mobilité internationale comme par exemple les stages d'insertion : ils durent 6 mois pendant lesquels les jeunes travaillent à des projets de solidarités locales, en partenariat avec la communauté Emmaüs, les bailleurs sociaux, des associations qui apportent un soutien humanitaire aux personnes en situation de migration à Calais. Les volontaires finissent leur engagement par un chantier de deux semaines au Maroc.



Un éducateur du Club de prévention Horizon 9 revendique l'intérêt du partenariat fort avec le SCI car les associations se connaissent et peuvent mettre en place des projets de solidarités. Il mobilise les jeunes sur des actions de mobilités individuelles, de volontariats en groupe, notamment au Maroc. « *On fait sortir les jeunes de leur quartier en leur proposant des projets de solidarité ailleurs, et ils répondent toujours présents. C'est gratifiant pour eux. Nos actions sont différentes de celles qu'ils vivent quand ils ont les moyens de partir eux-mêmes : ils partent très souvent en petits groupes en reproduisant les mêmes*

<sup>31</sup> Entretien avec Fatma, Chargée d'accueil au Centre de Beaumotte, délégation régionale Franche-Comté, Solidarités Jeunesses.

<sup>32</sup> Entretien avec Diaoué, op. cité

comportements ou les modes de fonctionnement quand ils sont dans leur quartier, sans réel intérêt pour découvrir le lieu où ils se trouvent. Nos actions amènent à donner de sa personne, à vivre avec les autres et à partager.»<sup>33</sup>

Plusieurs projets des associations incluent des actions de moyen et long terme : un temps de chantier en France, puis une mobilité à l'étranger.

Ces actions ont un effet très positif sur les volontaires et accentuent l'impact du volontariat dans le parcours de la personne.

## 4.3. LES EFFETS DES ACTIONS

### Une mobilité balisée

Les associations intègrent l'idée de parcours avec celles et ceux qu'elles considèrent comme « leurs » bénévoles et pas seulement comme des « bénéficiaires ». Les Compagnons Bâisseurs proposent aux jeunes qui viennent aux chantiers locaux ou aux ateliers de bricolage, un parcours individualisé : un jeune qui vient à un atelier peut participer bénévolement à une rénovation chez un habitant ; l'association lui propose de devenir volontaire en service civique ; de se lancer dans un volontariat à l'étranger, etc.

### La communication, support indispensable de construction individuelle, collective et de transmission

Dans le cadre de ces expériences, les associations saluent les vertus de la vidéo. Cela permet de faire le lien avec ceux qui sont restés, c'est un support à la discussion, c'est un produit qui garde la trace de l'expérience vécue. On peut facilement la montrer. Elle permet de s'exercer à d'autres apprentissages comme la maîtrise d'un logiciel, etc.

Diaoué explique que sa mère n'avait pas compris réellement ce qu'avait fait son fils avant de voir la vidéo. La vidéo ou le fait de publier dans un blog laisse des traces de l'expérience et un goût d'accompli, quelque chose à montrer comme sa production.<sup>34</sup>

C'est le même vécu pour les stagiaires de l'association Vir'Volt en Ile-de-France<sup>35</sup> qui ont réalisé le montage vidéo de leur chantier d'insertion, suivi d'un départ ensemble à l'étranger. Le projet a créé une vraie solidarité, des découvertes partagées. Le projet était assez long et puissant pour avoir un impact dans le temps et contribuer à changer les personnes.

### Des freins existent

Reste un frein, que les associations concèdent volontiers. Les jeunes intègrent difficilement les organes de décision des associations. Cela inclut les jeunes de quartiers populaires en général et ceux de quartiers de politique de la ville.

L'association Concordia s'attaque à ce « plafond de verre » qu'elle souhaite voir chuter. Elle met en place un nouveau moyen d'expliquer la gouvernance associative. L'association est en train de créer un ensemble de vidéos plus ludiques car ce support permet de casser la symbolique de l'écrit.

### Autre frein : la vision du travail volontaire

Une problématique revient souvent dans le dialogue avec des professionnels de jeunesse : la compréhension du travail volontaire. Scepticisme et jugement critique existent : « *le travail volontaire n'intéresse pas les jeunes* » ; « *quand on vient d'un quartier populaire on doit trouver un travail parce qu'il y*

<sup>33</sup> *ibid*

<sup>34</sup> op cité

<sup>35</sup> Délégation régionale de Solidarités Jeunesses en Ile de France

*a un besoin de ressources et aussi parce que c'est la voie de la respectabilité »* ; le volontariat serait aussi une nouvelle forme d'exploitation.

Cela répond à l'idée que seul le travail rémunéré apporte une reconnaissance sociale : or, on peut s'interroger sur cette vision à un moment où sa raréfaction conjuguée avec une discrimination liée au territoire de résidence, empêche, ou du moins diminue fortement, la possibilité d'y avoir accès. Du même coup, se dissipe la possibilité d'être socialement reconnu et donc de faire société. Paradoxalement c'est au moment de la raréfaction du travail qu'être sans travail devient un facteur d'exclusion.

Le scepticisme vient de la vision qu'un parcours réussi pour un jeune passe par une « sortie positive » tels que l'emploi ou la formation. Il est vrai que le bénéfice d'un volontariat est difficilement mesurable en ces termes.

Les associations membres doivent donc convaincre les professionnels de jeunesse qui méconnaissent eux-mêmes le volontariat.

Une conseillère de la mission locale du Blanc Mesnil indique qu'elle intègre la mobilité internationale dans les parcours qu'elle met en place avec les jeunes. Elle estime qu'1/3 de ses collègues sont convaincus de l'intérêt de la mobilité dans les parcours des jeunes. Il reste tout de même 2/3 des collègues qui n'en voient pas l'intérêt. Pourtant, sa conviction s'appuie sur l'observation de l'ouverture des jeunes à leur retour et de leur capacité à considérer leur vie de manière plus posée et autonome après un volontariat.<sup>36</sup>

#### **Mesurer les impacts du travail volontaire.**

Les méthodes de mesure des impacts se développent dans les associations de Cotravaux : cerner l'impact d'un engagement bénévole sur les relations personnelles, interpersonnelles et sociales notamment pour montrer la confiance en soi, la capacité à vivre en groupe, à comprendre d'autres cultures. Ces bénéfices s'affirment à mesure que le volontariat s'effectue sur un temps long.

Ce temps permet de mettre en place des projets progressifs qui lèvent petit à petit les freins et change la relation qu'une personne peut avoir à sa vie, à son émancipation, à la société.

#### **Vers une reconnaissance des expériences de bénévolat et de volontariat.**

Nous remarquons qu'un mouvement de fond commence à se faire sentir avec la reconnaissance du volontariat comme un élément important dans le parcours de chacun.

---

<sup>36</sup> Propos recueillis lors de la journée de restitution de l'action « Patrimoine et insertion » de l'Union Rempart, 2017.

# LES PARTENARIATS

Les associations membres du réseau Cotravaux construisent leurs actions en se liant aux acteurs du territoire où elles agissent. Comme nous l'avons vu à travers les exemples ci-dessus, les actions réunissent toujours des partenaires multiples.

Nous avons identifié plusieurs types de partenariats.

### Les partenariats autour de l'action

Les premiers partenaires sont d'abord ceux au plus près du lieu d'intervention : maisons de quartier, centres sociaux, clubs de prévention et d'éducation spécialisée, services de médiations, missions locales, conseils citoyens, .... Ils sont à l'écoute des habitants et des jeunes, ils peuvent accompagner les demandes, les orienter.

Le soutien des communes peut faciliter la mise en place des actions, leur pérennité. La mobilisation de leurs services est un plus : service jeunesse, service politique de la ville, syndicat intercommunal,

Les éducateurs de rue sont des partenaires précieux car ils sont les premiers interlocuteurs de personnes qui peuvent être plus éloignées des institutions. « *On construit avec les jeunes. Ça peut partir de rien du tout.* »<sup>37</sup> Il est donc important d'instaurer des relations avec eux.

Les relations qui se construisent entre partenaires sur le terrain instaurent de la confiance, garantissent la réussite des actions, leur reconduction ou la mise en place de nouvelles initiatives. Parfois à partir des actions mises en place, d'autres coopérations se développent en associant de nouveaux acteurs.

Les actions collectives renforcent les partenariats : elles permettent de s'investir sur un projet plus global en dépassant le champ d'intervention de chaque acteur. Elles multiplient les actions possibles.

La confiance installée entre partenaires locaux et leur maillage permet d'orienter les jeunes et les habitants du quartier vers d'autres partenaires, publics ou associatifs, plus à même de répondre aux besoins.

### Les partenariats institutionnels

Les associations du réseau collaborent avec des institutions pour réaliser leurs actions et les faire reconnaître. Des temps de suivi et/ou de restitution prennent souvent place : réunions de pilotage, rencontres techniques. Les contacts réguliers peuvent permettre de ne pas être dans la seule logique du financement. De nouvelles actions peuvent même naître, à l'exemple des C.B. à Montreuil qui réalisent une action pour sensibiliser à l'économie d'énergie avec la Caisse d'Allocations Familiales.

---

<sup>37</sup> Entretien avec Abdelkader, Club de prévention Horizon 9 à Roubaix, Wattlelos.

## **Les partenariats financiers**

Les associations recherchent les ressources financières essentielles à la réalisation de leurs actions. Ces partenariats peuvent être publics ou privés. Un partenariat privé peut aussi contribuer au maillage des acteurs (c'est le cas pour les Compagnons Bâisseurs). Ils permettent aussi la mise en place de projet d'envergure comme l'action « Patrimoine et Insertion » de l'Union REMPART.

## EN CONCLUSION

En réalisant ce panorama, nous avons constaté l'étendue des projets que les associations du réseau de Cotravaux réalisent dans les quartiers de la politique de la ville. Nous avons pu identifier un nombre conséquent d'actions et de lieux d'interventions dans les quartiers prioritaires.

Nous retenons :

### ➤ **Diversités**

Les modes d'interventions sont très variés, de même que les durées des actions. Cependant, les volontés de tisser des liens, de créer des opportunités de rencontres, d'apprentissages, se retrouvent dans tous les projets.

### ➤ **Mixités**

Les associations cherchent à impliquer des personnes très différentes : des jeunes et des adultes, des familles, des habitants d'un quartier, des personnes venues de l'étranger, des étrangers résidant en France. Tout le monde a sa place et les associations cherchent à créer les échanges entre tous dans les actions qu'elles mettent en place.

### ➤ **Mobilités**

Ouvrir de nouveaux horizons en proposant de vivre des expériences plus loin que le quartier : se retrouver dans des environnements différents (à la campagne, à la montagne, dans un autre pays) permet de renforcer des capacités d'adaptation, d'éveils, de susciter des curiosités nouvelles.

### ➤ **Multiplicités d'acteurs**

Les projets associent des partenaires multiples, avec une grande diversité d'acteurs possibles. La confiance, la complémentarité, la construction ensemble sont mis en avant pour désigner la réussite des actions et la possibilité d'en développer des nouvelles.

## LA POLITIQUE DE LA VILLE

### Éléments historiques de la politique de la ville.

La construction des Grands Ensembles a été pour un temps la politique choisie pour lutter contre la grave crise du logement qui touchait la France au sortir de la seconde guerre Mondiale. A l'époque, 11 millions de personnes vivaient dans des bidonvilles. On se souvient de l'appel de l'Abbé Pierre en 1954 pour répondre au besoin crucial de logements.

La politique de la ville est née du constat que la construction de ces grands ensembles avait engendré une ségrégation par l'habitat<sup>38</sup>.

Assez vite, on cesse de vanter le confort des grands ensembles pour leur renvoyer leur caractère déshumanisant. La qualité architecturale de l'empilement vertical des logements est remise peu à peu en question (considérés comme des « cages à lapins »), leur éloignement des centres ville et des lieux de travail donnent le sentiment aux habitants d'être des exclus. Les espaces deviennent des « cités dortoirs » délaissées par la classe moyenne dès qu'elle a les moyens de s'établir plus près des centres ville ou d'accéder à la propriété. La paupérisation des quartiers s'installe peu à peu.

Ce constat s'exprime dans la directive dite « tours et barres » de 1973 d'Olivier Guichard alors ministre du de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire. Cette directive pose la première pierre d'une nouvelle approche concernant le logement social en rupture avec l'expérience de l'après guerre :

*« Après les efforts considérables accomplis pour augmenter la production massive de logements neufs, il est aujourd'hui indispensable de répondre plus efficacement aux aspirations à une meilleure qualité de l'habitat et de l'urbanisme, et de lutter contre le développement de la ségrégation sociale par l'habitat. »*<sup>39</sup>

La fin des années 70 voit naître une politique de réhabilitation des habitats dégradés, ainsi qu'une politique visant à rapprocher ces ensembles urbains de manière efficace. Le début d'une politique contractuelle dans le cadre du développement social des quartiers pointe.

Ancêtres de la politique de la ville, les opérations « Habitat et vie sociale » (HVS) apparaissent en 1977. On a coutume de dater le démarrage de la politique de la ville aux opérations HVS qui contiennent déjà les « ingrédients » constitutifs de cette politique : la globalité d'action qui implique un travail transversal et interministériel, le partenariat (conventions HVS). Elles visent une cinquantaine de grandes cités HLM dégradées, les financements sont assurés dans le cadre du Fonds d'aménagement urbain (FAU). Le bilan des opérations HVS mettra en évidence qu'elles ont principalement été dans les faits des procédures de réhabilitation de logements. La globalité de l'action, qui se résume à des mesures « d'accompagnement social et urbain » est peu apparente, et la participation des habitants assez peu effective. L'action interministérielle reste balbutiante, dans le cadre d'un groupe interministériel permanent mis en place au niveau national et animé par le ministère de l'Équipement<sup>40</sup>.

C'est le début d'une prise de conscience de la question des banlieues et d'un ensemble législatif qui va s'affûter au rythme des révoltes urbaines.

C'est à la lumière des « problèmes » que posent les « quartiers populaires » que se décide la lutte contre la misère sociale.

<sup>38</sup> Avenel, Cyprien. Sociologie des quartiers sensibles.

<sup>39</sup> [https://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Circulaire\\_du\\_21\\_mars\\_1973.pdf](https://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Circulaire_du_21_mars_1973.pdf)

<sup>40</sup> Jérôme David ; politique de la ville : chronologie. Revue française des affaires sociales (2001).

En 1981, les émeutes des Minguettes concentrent l'attention politique qui prend conscience de l'urgence.

A partir de 1988, la politique de la ville s'institutionnalise. Elle se dote même d'un ministre dédié en 1990 ainsi que de 13 sous-préfets en charge de son application. On installe aussi un système de péréquation entre les communes qui n'ont pas de parc social important et celles qui, au contraire, disposent d'un parc social conséquent.

En 1996 s'institue le Pacte social pour la ville, qui distingue les Zones Urbaines Sensibles, les Zones de Redynamisation Urbaine et les Zones Franches Urbaines.

En 2003 la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine met l'accent sur la réhabilitation des quartiers politique de la ville avec un volet particulier destiné aux personnes vivant dans les quartiers.

La politique de la ville est plus une politique des « quartiers populaires » qu'une politique de l'urbanité en général. La politique de zonage dessine des périmètres où seuls résident des personnes qui n'ont pas le choix d'habiter ailleurs.

Toutefois ces lieux recoupent des réalités sociales très variées<sup>41</sup>. Tout aussi vrai qu'elles concentrent les opprobres et les stéréotypes qui sont sources de discriminations dues à l'origine géographique.<sup>42</sup>

Les « banlieues », les « quartiers », sont souvent présentés comme des lieux inhospitaliers, violents, où le deal pousse entre les dalles de bétons, où les bandes de jeunes agressent dans des cages d'escalier décrépies. Les habitants souffrent avant tout des représentations stéréotypées et des conséquences qui en découlent.

## **La politique de la ville aujourd'hui, une approche pratique**

Suite à des recommandations de la Cour des comptes de 2012 et au changement de gouvernement, la politique de la ville a été réformée en 2014 par la loi de programmation pour la ville et de cohésion sociale. Cette politique a fait peau neuve et a notamment réformé le périmètre des quartiers prioritaires, c'est-à-dire le périmètre géographique de l'action de la politique de la ville.

On passe d'un saupoudrage de moyens sur 2.300 quartiers politiques de la ville, à la concentration des efforts sur 1.300 quartiers prioritaires.

La politique « vise à réduire les écarts de développement au sein des villes, à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers défavorisés et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants »<sup>43</sup>. Elle base son intervention sur les territoires qui concentrent les plus bas revenus.

Pour les identifier, deux méthodes nouvelles sont utilisées :

- ▶ Le critère unique de la déclaration de revenu pour délimiter les quartiers d'intervention.
- ▶ Le découpage du territoire national en carreau de 200 mètres de côté.

Les quartiers ciblés concentrent des carreaux où les revenus sont en dessous d'un seuil fixé par décret<sup>44</sup> : le calcul prend en compte le revenu médian métropolitain et le revenu médian de l'unité urbaine dans laquelle ces quartiers se trouvent.

<sup>41</sup> Avenel, Cyprien. Sociologie des Quartier Sensibles. Armand Colin, 2010

<sup>42</sup> Robert Castel, La discrimination négative, le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue. Annales. Histoire, sciences sociales, 61<sup>e</sup> année, No. 4 (Jul.- Aug 2006), pp777-808, EHESS

<sup>43</sup> <http://www.ville.gouv.fr/?l-essentiel,166>

Les quartiers prioritaires concentrent une population déclarant un revenu en dessous du seuil décrété. Ils doivent être de plus de 1.000 habitants dans des agglomérations de plus de 10.000 habitants.

Les 1.300 quartiers partagent le fait de concentrer des personnes qui déclarent des bas revenus. Toutefois, ils concentrent des réalités bien diverses : habitants de grands ensembles en dehors des centres urbains proches des grandes métropoles ; quartiers habités par des familles nombreuses et des populations jeunes ; concentration dans des centres villes dégradés dans le Sud/Sud-est, avec une surreprésentation de familles monoparentales ; population plus âgée dans le Sud/Sud-ouest avec une mobilité résidentielle ; ou encore d'autres poches dont un des éléments susmentionnés n'est pas prégnant.<sup>45</sup>

La politique de la ville est encadrée par la loi<sup>46</sup> et par une série de décrets qui permettent sa mise en application.

Depuis 2014, cette politique se veut plus transversale en mobilisant les politiques publiques de droit commun et en territorialisant des politiques sectorielles. L'administration territoriale de l'État est incitée à se mettre en marche conjointe : secrétariats généraux pour les affaires régionales (SGAR), directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), préfets, préfets délégués pour l'égalité des chances, sous-préfets ville, d'arrondissement, en charge de la coordination de la politique de la ville, directions départementales de la cohésion sociale (DDCS), directions départementales des territoires (DDT), délégués du préfet...

La politique de la ville est pilotée par le Commissariat Général à l'égalité des Territoires (CGET), administration placée sous la direction du Premier ministre. Jean-Michel Thornary en est le commissaire général depuis juin 2016. Il coordonne la mise en place de la dimension interministérielle des politiques de lutte contre les inégalités territoriales et le développement des capacités des territoires : territoires urbains et ruraux fragiles.

Le CGET dispose d'outils qui lui permettent d'avoir une connaissance des territoires concernés par la politique de la ville, notamment deux observatoires : l'observatoire des territoires et l'observation nationale de la politique de la ville.

- ✓ Il peut impulser des dynamiques sur le territoire par le biais d'appels à projets.
- ✓ Il peut piloter le développement stratégique et les capacités des territoires qu'il observe en mobilisant le droit commun et la politique de la ville avec une approche interministérielle.
- ✓ Il est chargé de la mise en place du plan Etat-Région.

Le CGET veille à la mise en place des approches (qui peuvent être conjuguées) qui ont été choisies pour rétablir l'égalité républicaine sur les 1.300 quartiers politiques de la ville :

- ✓ Une politique fiscale qui vise à dynamiser les quartiers par la facilitation de l'installation d'une activité économique pérenne.
- ✓ Une politique contractuelle qui vise à rassembler tous les acteurs d'un territoire et à orienter leurs efforts autour de trois grands domaines : le développement de l'activité économique, la cohésion sociale et le cadre de vie, le renouvellement urbain (contrats de ville).
- ✓ Une politique de rénovation urbaine

---

<sup>44</sup> Décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à ses modalités particulières de détermination dans les départements métropolitains.

<sup>45</sup> <http://www.ville.gouv.fr/?portrait-de-la-nouvelle-geographie>

<sup>46</sup> <http://www.ville.gouv.fr/?textes-legislatifs-et>

Il travaille en étroite collaboration avec les préfets de régions, les préfets de départements, les délégués du préfet chargés de la politique de la ville :

*« J'attends des délégués du préfet qu'ils portent la parole de l'Etat et du ministère de la ville au cœur des quartiers, qu'ils assurent l'interface constante entre les acteurs publics et les habitants, qu'ils se fassent «community organizers»<sup>47</sup> pour faire émerger, et structurer lorsqu'il le faudra, la participation citoyenne, qu'ils soient les garants de la co-construction des contrats de ville. »<sup>48</sup>*

Les contrats de ville sont une feuille de route signée entre toutes les parties prenantes d'un territoire afin de permettre à ce territoire d'atteindre les objectifs ambitieux de la politique de la ville.

De plus, cette politique territoriale est à mettre en relation avec un ensemble de dispositifs qui s'adressent aux personnes et qui relèvent de la politique de la ville comme le programme ville vie vacances.

Le but du CGET est aussi de rapprocher des dispositifs de droit commun, qui ne relèvent pas de la politique de la ville, pour les y intégrer – notamment en utilisant une méthode de quotas. On peut citer par exemple : la volonté que 15% des volontaires effectuant un Service Civique soient résidents d'un quartier en politique de la ville<sup>49</sup> ; le quota visé de personnes venant de quartiers prioritaires et pouvant travailler sur des chantiers d'insertion, etc.

La prise en compte des quartiers prioritaires se retrouve dans la loi égalité et citoyenneté du 27 janvier 2017, avec pour ambition une politique plus intercommunale en faveur de la mixité sociale : attribution de logements aux ménages à revenus modestes hors des quartiers prioritaires, rénovation de la politique des loyers dans le parc social, nouvelles mesures sur les modalités d'attribution, etc.<sup>50</sup> Ses effets se verront dans les années à venir.

---

<sup>47</sup> Référence à une pratique mise en place aux États-Unis et qui tire sa généalogie dans le travail de Saul Alinsky dans les années 70 : <http://www.laviedesidees.fr/Mobiliser-les-quartiers-populaires.html>

<sup>48</sup> François LAMY, Ministre délégué chargé de la Ville, 17 mars 2014.  
[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/17032014\\_discours\\_reformeville.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/17032014_discours_reformeville.pdf)

<sup>49</sup> Agence du Service Civique - Rapport d'activité 2015

<sup>50</sup> Cf : Loi égalité et citoyenneté ; Titre II : Mixité sociale et égalité des chances dans l'habitat.  
<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2017/1/27/LHAL1528110L/jo#JORFCTA000033934950>

# BIBLIOGRAPHIE

## Ouvrage

Avenel Cyprien. *Sociologie des Quartiers Sensibles*. Armand Colin, 2010

## Sites fréquemment visités

<https://sig.ville.gouv.fr/>

<http://www.ville.gouv.fr/?tout-sur-la-politique-de-la-ville>

<http://www.cget.gouv.fr/>

## Articles

Abdallah Mogniss H. *Marche pour l'égalité et contre le racisme « n'est pas assez entrée dans l'histoire*. Vacarme : <http://www.vacarme.org/article2609.html>

Avenel Cyprien. *La Politique de la Ville en quête de réforme*. Disponible sur: <http://www.laviedesidees.fr/La-Politique-de-la-Ville-en-quete.html>

Avenel Cyprien. *La politique de la ville et ses destinataires*. Informations sociales. 1 mai 2008 (141:136-47).

Avenel Cyprien, Duvoux Nicolas. *Le pouvoir aux habitants?* Disponible sur: <http://www.laviedesidees.fr/Le-pouvoir-aux-habitants.html>

Agence du Service Civique. Rapport d'activité 2015. Disponible sur : <http://www.service-civique.gouv.fr/uploads/content/files/582ece879eddd1756d8227ad8f092896b6f94ccf.pdf>

Duvoux Nicolas. *L'empowerment, de la théorie à la pratique, entretien avec Marie-Hélène Bacqué*. Disponible sur: <http://www.laviedesidees.fr/L-empowerment-de-la-theorie-a-la-pratique.html>

Castel Robert. *La discrimination négative, le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue*. Annales. Histoire, sciences sociales, 61<sup>e</sup> année, No. 4 (Jul.- Aug 2006), pp777-808, EHESS. URL : <http://www.cairn.info/revue-Annales-2006-4-page-777.htm>

David Jérôme. *Politique de la ville : chronologie*. Revue française des affaires sociales (2001)

Epstein Renaud. Traduit par Behrent Michael. *La politique de la ville en France et en Grande-Bretagne*. Disponible sur: <http://www.laviedesidees.fr/La-politique-de-la-ville-en-France.html>

Faure Guillemette. *La politique des grands frères que dénonce Dati, c'était quoi?* Rue89. L'Obs. Disponible sur: <http://rue89.nouvelobs.com/explicateur/la-politique-des-grands-freres-que-denonce-dati-cetait-quoi>

Guilmin Ruddy. France Bleu. <https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/incendie-du-college-val-d-huisne-l-enquete-abandonnee-1445017709>

Lamy François. *Discours à la journée d'information et d'échanges sur la réforme de la politique de la ville de l'administration territoriale de l'État - 17 mars 2014*. Disponible sur: [http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/17032014\\_discours\\_reformeville.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/17032014_discours_reformeville.pdf)

La Documentation Française. *L'évolution de la politique de la ville*. Disponible sur: <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/politique-ville/evolution-politique-ville.shtml>

Lepage Franck. *De l'éducation populaire à la domestication par la « culture »*. Le Monde diplomatique. 2009. Disponible sur: <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/05/LEPAGE/17113>

Ministère de la Ville. *Valoriser la mémoire et l'histoire des quartiers populaires*. Disponible sur: [http://www.ville.gouv.fr/spip.php?page=article&id\\_article=0](http://www.ville.gouv.fr/spip.php?page=article&id_article=0)

Rapport d'étape de l'« Étude sur les apports des chantiers de bénévoles internationaux en milieu urbain ». Cotravaux Ile de France / Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur l'Intervention Sociale. Décembre 2013

## Textes à caractère juridique

Journal Officiel - Circulaire\_du\_21\_mars\_1973.pdf [Internet]. [cité 26 déc 2016]. Disponible sur: [https://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Circulaire\\_du\\_21\\_mars\\_1973.pdf](https://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Circulaire_du_21_mars_1973.pdf)

Légifrance - Dossiers législatifs - LOI n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté. Disponible sur: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichLoiPreparation.do?idDocument=JORFDOLE000032396041&type=general&typeLoi=proj&legislature=14>

Légifrance - Décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à ses modalités particulières de détermination dans les départements métropolitains.

Légifrance - LOI n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, 2014-173 (2014). Disponible sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028636804&categorieLien=id>

## Sources primaires citées dans le panorama

Entretien avec Abdelkader Rezaiguia, éducateur spécialisé, Club de prévention Horizon 9, Roubaix, Wattrelos.

Entretien avec Anna Diarra, directrice de la Maison des Volontaires, Paris 13<sup>e</sup> (ancienne déléguée de Concordia en Ile de France)

Entretien avec Damien, volontaire de CJPCA, Cannes.

Entretien avec Diaoué Niakaté, volontaire du projet « Katimavik », programme de mobilité de Solidarités Jeunesses en 2014-2015.

Entretien avec Emilie Pigeon, Animatrice Habitat - chargée de mission volontariat aux Compagnons Bâisseurs Ile de France.

Entretien avec Éric Palange, coordinateur de « Volontariat pour Tous » à Solidarités Jeunesses.

Entretien avec Fatima, Chargée d'accueil au Centre de Beaumotte, délégation régionale de Solidarités Jeunesses en Franche Comté.

Entretien avec François Grouard, chargé de mission, Ecole de la Deuxième Chance, Marseille.

Entretien avec Guillemette Champ, déléguée régionale de Concordia Normandie Maine.

Entretien avec Jean Bourrieau, chercheur en sciences de l'éducation (LERIS).

Entretien avec Luc Lenormand, délégué de Vir'Volt, délégation Ile de France de Solidarités Jeunesses.

Entretien avec Mathilde et Clément, volontaires aux Compagnons Bâisseurs à Montreuil.

Entretien avec Marco Paoli, délégué général de Concordia.

Entretien avec Nicolas TARAVELLIER, délégué de Citrus, délégation Midi-Pyrénées de Solidarités Jeunesses

Entretien avec Othmen, bénévole à CJPCA, Cannes La Bocca.

Entretien avec Rémy Bourgeois, Etudes et Chantiers Engagement Civique.

Entretien avec Stéphane Victorion, Directeur de Chantiers Jeunes Provence Côte d'Azur (CJPCA), Cannes La Bocca.